



VENDREDI 12 FÉVRIER 2021

COVID (politique) : la solution des politiciens pour lutter contre le covid-19 consiste... à détruire l'économie. Alors, comment financeront-nous les systèmes de santé dans l'avenir ?

- ▶ [#190. Cartographie de l'économie, première partie](#) . (Tim Morgan) p.1
- ▶ [Joyeux Solstice d'hiver 2020](#) . (George Mobus) p.9
- ▶ [Pourquoi le colibri est l'animal le plus dangereux au monde](#) . (Ugo Bardi) p.12
- ▶ [Tout savoir sur la Convention Citoyenne](#) . (Biosphere) p.14
- ▶ ["OBSOLÈTE"](#) . (Patrick Reymond) p.15

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ [« Alerte pénuries majeures, composants électroniques et tout le reste !! »](#) . (Charles Sannat) p.17
- ▶ [La dépression des années 1780 et la lutte bancaire](#) . (Murray N. Rothbard) p.20
- ▶ [La dette des gouvernements, c'est sacré, cela permet d'en accumuler beaucoup](#) . (Bruno Bertez) p.23
- ▶ [Éditorial: le système de la dette est le système du mensonge et de lâcheté institutionnalisés](#) . (Bruno Bertez) p.26
- ▶ [Une erreur à 1 900 Mds\\$](#) . (Bruno Bertez) p.29
- ▶ [Le gouvernement fédéral fait de son mieux pour éviter l'inévitable](#) . (Bill Bonner) p.30

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

[.#190. Cartographie de l'économie, première partie](#)

Tim Morgan Posté le 12 février 2021



COMMENT MESURER LA PROSPÉRITÉ

Introduction

Comme presque tous les aspects de notre vie sont façonnés par la prospérité matérielle, quiconque souhaite comprendre des questions telles que le gouvernement, les affaires, les finances et l'environnement doit faire un choix entre deux interprétations contradictoires.

L'une d'entre elles est que l'économie est un système purement financier, ce qui, si cela était vrai, signifierait que notre destin économique est entre nos mains - notre capacité à contrôler l'artefact humain qu'est l'argent nous permettrait de réaliser une croissance perpétuelle.

L'autre est qu'au contraire, l'argent ne fait que symboliser la prospérité, qui est elle-même déterminée par l'utilisation de l'énergie. Cette interprétation lie notre situation et nos perspectives au coût et à la disponibilité de l'énergie, et explique la croissance de la prospérité depuis la fin des années 1700 en fonction de la disponibilité d'une énergie bon marché et abondante provenant du charbon, du pétrole et du gaz.

Le facteur critique dans l'équation énergétique est la relation entre la fourniture d'énergie et le coût (exprimé en termes d'énergie) de la mise en œuvre de l'énergie. L'élément de coût est connu ici sous le nom d'ECOE (le coût de l'énergie), qui a augmenté sans cesse sur une longue période.

Cela signifie que l'ECOE est la "composante manquante" dans l'interprétation économique conventionnelle. Jadis, comme l'ECOE était faible, son omission avait beaucoup moins d'importance qu'aujourd'hui. C'est pourquoi la modélisation économique conventionnelle, basée sur l'argent, semblait fonctionner assez bien, jusqu'à ce que l'ECOE devienne suffisamment important pour introduire une invalidation progressive dans les modèles économiques. Ce processus remonte aux années 1990, lorsque l'interprétation conventionnelle a remarqué - sans pouvoir l'expliquer - un phénomène alors qualifié de "**stagnation séculaire**".

Si l'économie doit effectivement être comprise en termes d'énergie, il est possible de modéliser l'économie sur cette base, en exprimant dans un "langage" financier les conclusions tirées de l'interprétation basée sur l'énergie. C'est l'objectif du modèle économique SEEDS depuis le début. Les alternatives à cette approche sont **(a)** de persister avec des modèles basés sur l'argent dont nous savons qu'ils deviennent progressivement moins efficaces, ou **(b)** d'abandonner complètement la modélisation, et de "s'engager aveuglément" dans un avenir que nous ne pouvons pas comprendre.

SEEDS a maintenant atteint le point où nous pouvons "cartographier" l'économie sur une base globale, en commençant par un calibrage de haut niveau de la prospérité qui montre que l'augmentation des coûts d'exploitation de l'énergie compromet la valeur matérielle de l'énergie et, en temps voulu, réduira également la disponibilité de l'énergie.

À partir de ce calibrage de haut niveau, SEEDS établit ensuite une carte des moyens par lesquels, à mesure que nous nous appauvrissons, notre marge de consommation discrétionnaire (non essentielle) diminuera, tandis que les systèmes économiques deviendront moins complexes grâce à des processus comprenant la simplification (des produits et des processus) et la suppression des couches.

À mesure que la "**décroissance**" **involontaire** s'installera, un système financier fondé sur le faux principe de la "croissance perpétuelle" échouera, entraînant une chute de la valeur des actifs et une aggravation de l'incapacité à respecter les engagements financiers antérieurs. Si nous persistons à utiliser la manipulation monétaire pour défier la gravité économique, il en résultera une dégradation <encore plus rapide> de la qualité et de la viabilité des systèmes monétaires actuels.

À mesure que la prospérité personnelle diminuera, les priorités publiques s'orienteront vers une plus grande

attention aux questions de bien-être économique, y compris les choix que nous faisons quant à l'utilisation de la prospérité et à sa distribution en tant que richesse et revenus.

L'objectif est ici d'expliquer le processus de cartographie et d'en présenter les résultats. Cet article commence le processus en examinant comment la prospérité est calibrée, et les tendances à prévoir en matière de prospérité globale et par personne.

Un deuxième article évaluera ce que cela signifiera dans différents domaines, notamment la finance, les entreprises et le gouvernement. Il pourrait alors être souhaitable d'examiner comment nous pourrions adapter au mieux nos systèmes pour tenir compte des changements dans une économie qui s'avère ne pas être une "machine de croissance perpétuelle" axée seulement sur l'argent.

PREMIÈRE PARTIE : CALIBRER LA PROSPÉRITÉ

Approvisionnement en énergie

On peut observer que l'expansion spectaculaire de la population et de l'activité économique depuis le début de l'ère industrielle à la fin du XVIIIe siècle est le résultat de l'accès à une énergie abondante et bon marché provenant du charbon, du pétrole et du gaz naturel.

Cela s'est traduit par une augmentation correspondante et rapide de la consommation d'énergie par habitant. Cette mesure s'est développée selon une progression exponentielle qui n'a été contrariée qu'à deux reprises - une fois pendant la grande dépression des années 1930, et une autre fois pendant les crises pétrolières des années 1970. Même ces interruptions de cette progression se sont avérées temporaires, bien que toutes deux aient été associées à de graves difficultés économiques et à des bouleversements financiers.

Il est important de noter qu'aucun de ces événements n'a été fonction de changements dans les fondamentaux de l'énergie. Au contraire, ils ont tous deux été les conséquences d'une mauvaise gestion dans un contexte physique (énergétique) qui est resté favorable à la croissance. Les excès financiers antérieurs ont été à l'origine de la Grande Dépression, tandis que les crises des années 1970 ont résulté d'une rupture des relations entre producteurs et consommateurs de pétrole.

Ces derniers temps, la reconnaissance tardive de la menace que représente l'utilisation des combustibles fossiles pour l'environnement a fait basculer l'attention vers des ambitions d'augmentation spectaculaire des sources d'énergie renouvelables (ER). Mais l'hypothèse est restée que nous utiliserons néanmoins plus d'énergie, et non moins - et, très probablement, plus de combustibles fossiles - dans un avenir prévisible.

Fin 2019, le consensus s'attendait à ce que, malgré l'hypothèse d'une augmentation rapide de l'offre d'ERs, le monde utiliserait néanmoins environ 14% de combustibles fossiles en plus en 2040 par rapport à 2018, avec une augmentation de la consommation de pétrole de 10-12%, et aucune baisse globale de l'utilisation du charbon. Ces hypothèses se reflètent dans la conclusion déprimante selon laquelle les émissions de CO² continueront à augmenter, les investissements massifs dans des alternatives non fossiles ne faisant qu'atténuer le taux d'augmentation des émissions.

Le revers de ces projections est la foi presque incontestée que l'on continue à placer dans un "avenir de plus" - par exemple, on a supposé que d'ici 2040, il y aurait une augmentation d'environ 75% du parc automobile mondial et que les vols de passagers auraient augmenté d'environ 90%. L'automatisation - en tant qu'utilisation de l'énergie - se poursuivrait, tout comme la consommation de biens et de services non essentiels (discretionnaires).

La planification gouvernementale, commerciale et financière reste fondée sur cette hypothèse d'une expansion

économique sans fin.

Fondamentalement, aucune de ces hypothèses n'a été repensée en raison de la crise du coronavirus. Les attentes concernant la future "combinaison" de l'approvisionnement énergétique ont peut-être changé depuis la fin de l'année 2019, mais le consensus semble rester que, après l'interruption de la consommation d'énergie causée par la crise de la COVID, l'avenir sera encore façonné par une expansion continue de l'utilisation de l'énergie primaire. Il semble toujours être supposé qu'il n'y aura pas de réduction globale de l'utilisation des combustibles fossiles, au moins jusqu'au milieu du siècle. Il va sans dire que la foi en un "avenir meilleur" reste inébranlable. Certains commentateurs peuvent penser que les industries des combustibles fossiles sont "finies", mais les évaluations réalistes des taux d'expansion des capacités des énergies renouvelables ne soutiennent pas l'idée que les énergies renouvelables peuvent se développer assez rapidement pour remplacer une grande partie de notre dépendance actuelle au pétrole, au gaz et au charbon.

Le problème de toutes les prévisions consensuelles semble être que les projections d'utilisation de l'énergie sont fonction d'hypothèses économiques. Ainsi, si l'on suppose que l'économie sera plus importante de X % d'ici 2040, par exemple, ses besoins énergétiques auront augmenté de Y %, et la déduction des projections d'approvisionnement non fossile pour 2040 laisse nos besoins en combustibles fossiles pour cette année-là comme résidu.

Ceci, bien sûr, pour prendre les choses dans le mauvais ordre. Ce que nous devrions faire, c'est évaluer les perspectives énergétiques futures, et nous demander ensuite seulement quelle activité économique le niveau (et le coût) prévu de l'approvisionnement énergétique est susceptible de soutenir.

C'est pourquoi SEEDS n'utilise plus de projections basées sur un consensus pour l'approvisionnement énergétique futur. Le scénario alternatif de SEEDS prévoit que le monde disposera en 2040 de 8 % d'énergie fossile en moins que celle utilisée en 2018. L'inclusion de l'hypothèse d'une augmentation rapide des contributions des sources non fossiles ne laisse toujours pas l'offre totale d'énergie primaire plus élevée en 2040 qu'elle ne l'était en 2018. Même ce scénario pourrait s'avérer trop optimiste.

Cela signifie que la consommation d'énergie primaire par personne a maintenant commencé à diminuer. Quelque chose de ce genre s'est produit dans les années 1930 et 1970, mais il ne s'agit là que d'une interruption temporaire dans une tendance à la hausse continue.

Energy consumption & population

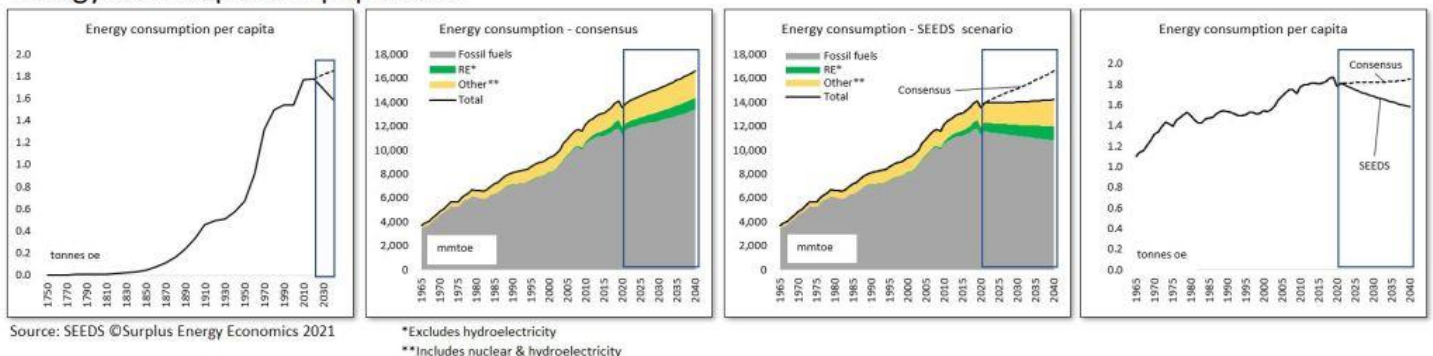


Fig. A

ECoE et énergie excédentaire

Aux fins de la modélisation économique, la quantité globale d'énergie disponible à un moment donné doit être calibrée pour intégrer les changements dans le coût de l'énergie pour accéder à cette énergie. Le principe est le suivant : chaque fois que nous accédons à de l'énergie pour notre usage, une partie de cette énergie est toujours consommée dans le processus d'accès, ce qui signifie qu'elle n'est pas disponible à d'autres fins économiques.

Cette composante "**consommée lors de l'accès**" est connue ici sous le nom d'ECoE (**le coût de l'énergie**). Les processus qui entraînent des changements dans le niveau de l'ECoE sont raisonnablement bien compris. Dans les premiers stades de l'utilisation de tout type d'énergie, les coûts énergétiques sont poussés vers le bas par une combinaison de portée géographique et d'économies d'échelle. Une fois que ces facteurs sont épuisés, l'épuisement se produit et fait remonter les dépenses d'énergie.

La technologie agit pour renforcer les pressions à la baisse exercées par la portée et l'échelle, et atténue la pression à la hausse du coût de l'épuisement. Mais la portée de la technologie est limitée par les caractéristiques physiques de la ressource énergétique, de sorte **qu'aucun progrès technologique ne peut, par exemple, annuler les effets de l'épuisement.**

Grâce à l'échelle et à la portée, aidées par les progrès technologiques, les coûts d'exploitation des combustibles fossiles ont diminué régulièrement pendant la plus grande partie de l'ère industrielle jusqu'à atteindre un nadir qui s'est produit pendant les vingt années qui ont suivi 1945. Cela signifie que, jusqu'à l'arrivée de ce nadir, nous avons bénéficié à la fois de l'augmentation de l'approvisionnement énergétique total et de la baisse des coûts d'exploitation des combustibles fossiles. Cela signifie que la disponibilité de l'énergie "excédentaire" (ex-CEoE) a augmenté plus rapidement que la totalité de l'approvisionnement.

Depuis longtemps, cependant, les coûts d'exploitation du pétrole, du gaz et du charbon augmentent, en fonction de l'épuisement des ressources, et ne sont que partiellement compensés par la technologie. Les combustibles fossiles représentant toujours plus des quatre cinquièmes de la consommation totale d'énergie primaire, cela signifie que le coût total de l'énergie a lui aussi augmenté sans cesse. Cette tendance générale, telle que calibrée par SEEDS, est que l'ECoE est passé de 1,8 % en 1980 à 4,2 % en 2000 et 6,4 % en 2010, avec un chiffre pour 2020 estimé à 9,0 % et un ECoE de 11,6 % prévu pour 2030.

Cette interprétation, associée aux projections en volume - elles-mêmes fortement influencées par l'évolution des coûts de l'ECoE - suggère que la baisse de la consommation totale d'énergie par personne sera aggravée par une baisse encore plus rapide de l'excédent d'énergie par personne. Cela signifie, incidemment, que l'excédent d'énergie, à la fois globalement et par personne, diminuerait même si le consensus trop optimiste sur l'approvisionnement énergétique global s'avérait correct.

Le grand espoir, bien sûr, est que la tendance à la baisse des coûts d'exploitation des énergies renouvelables se poursuive indéfiniment, ce qui finira par faire baisser les coûts d'exploitation globaux. Il est peu probable que cela se produise, notamment parce que l'expansion de la capacité des ER continue à dépendre des apports rendus disponibles par l'utilisation de ressources dont la disponibilité dépend de l'utilisation de combustibles fossiles. Nous ne pouvons pas - encore, en tout cas - construire des turbines éoliennes ou des panneaux solaires en utilisant uniquement l'énergie que la production d'énergie éolienne et solaire peut fournir.

Bien que les coefficients d'efficacité des énergies renouvelables soient effectivement au point de croisement avec ceux des combustibles fossiles, ou presque, cela est en réalité dû à la hausse continue et implacable des coûts d'accès au pétrole, au gaz et au charbon.

C'est bien sûr un truisme que des quantités calorifiques égales d'énergie provenant de différentes sources présentent des caractéristiques différentes. L'énergie provenant du pétrole, par exemple, convient parfaitement aux voitures et aux véhicules commerciaux, tandis que ~~l'énergie éolienne et solaire est mieux adaptée aux systèmes de transport tels que les trains et les tramways.~~ Les systèmes de transport public, alimentés directement, peuvent réduire considérablement notre dépendance à l'égard de l'insertion de batteries dans la séquence entre la fourniture et l'utilisation de l'électricité.

Il s'agit essentiellement d'une question de gestion, dans laquelle essayer de conduire des véhicules optimisés pour le pétrole avec de l'électricité éolienne ou solaire peut être assimilé à essayer de propulser un voilier en utilisant de la vapeur dirigée sur ses voiles.

ECoE & surplus energy

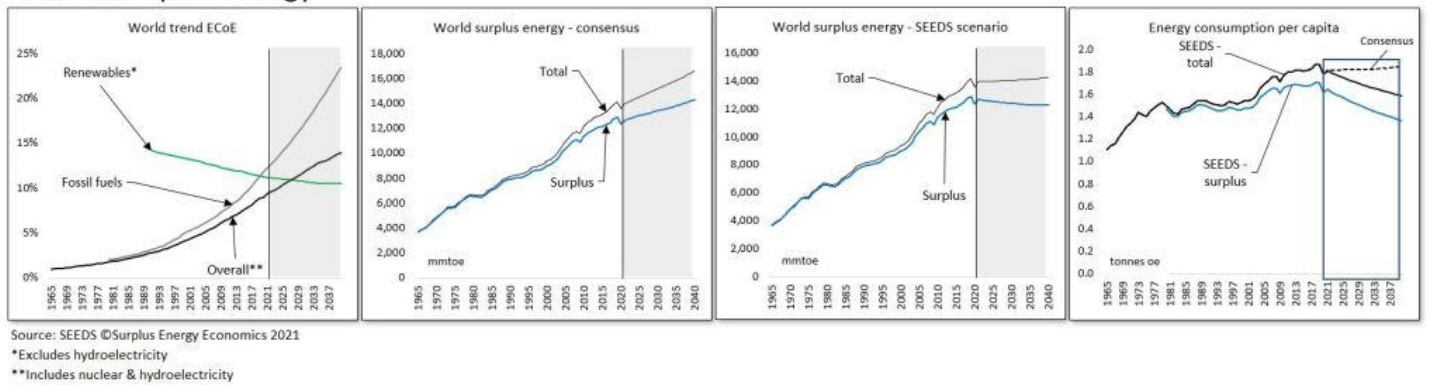


Fig. B

Production économique

Le rôle de l'énergie excédentaire déterminant la prospérité étant compris, la prochaine étape de la cartographie de l'économie basée sur l'énergie consiste à relier celle-ci aux calibrages financiers par lesquels, par convention, le débat économique est présenté.

Malheureusement, la mesure du PIB privilégiée par convention n'est pas adaptée à cet objectif, essentiellement parce que l'expansion rapide de la dette (et des autres passifs) crée une augmentation sympathique (et artificielle) du PIB apparent.

Les lecteurs habituels seront familiers avec l'interprétation du "coin" présentée dans la prochaine série de graphiques. Entre 1999 et 2019, le PIB déclaré a augmenté de 66 milliards de dollars (PPA*) tandis que la dette s'est accrue de 197 milliards de dollars, ce qui signifie que chaque dollar de "croissance" déclarée s'accompagnait de 3 dollars de nouvelle dette nette. Sur une période où le PIB a augmenté à un taux moyen de 3,2 %, les emprunts annuels se sont élevés en moyenne à 9,6 % du PIB.

Une fois ces distorsions de crédit comprises et exclues, le taux de croissance passe de 3,2 % à seulement 1,4 % sur une base sous-jacente. Le calibrage de la production sous-jacente ou "propre" (C-PIB) révèle que l'insertion d'un "coin" entre la dette et le C-PIB se traduit par l'émergence d'un coin correspondant entre la production économique déclarée (PIB) et la production économique sous-jacente (C-PIB).

Cela signifie que nous nous faisons des illusions, non seulement sur le niveau réel de la production économique, mais aussi sur les différents ratios et distributions basés sur cette mesure.

Output and debt

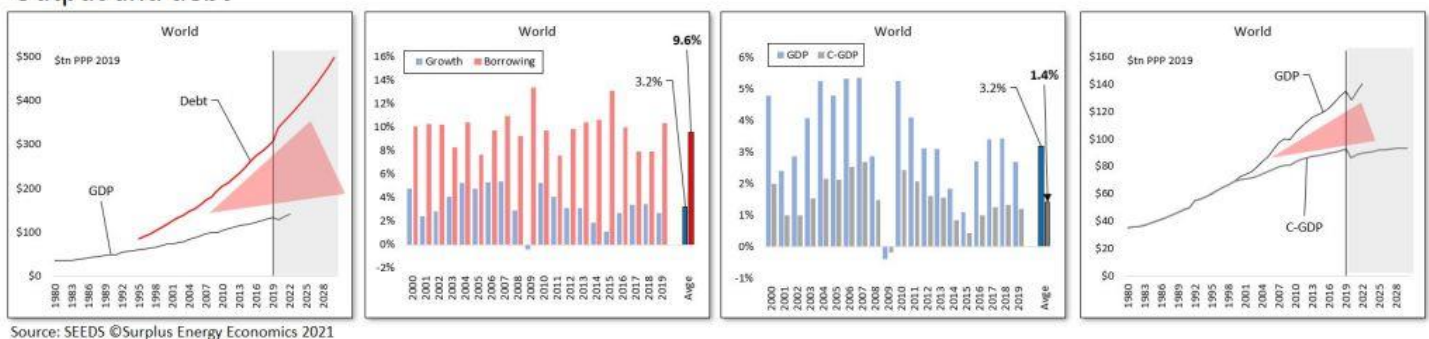


Fig. C

Prospérité

En fin de compte, la base de tout système efficace d'interprétation et de modélisation de l'économie doit être l'identification de la prospérité, un concept qui peut ensuite être utilisé comme dénominateur dans une foule

d'équations importantes. Le modèle SEEDS y parvient en identifiant le PIB-C et en déduisant ensuite l'ECoe tendanciel.

Le PIB-C définit la production économique, mais la reconnaissance du rôle de l'ECoe signifie que cette production n'est pas, dans sa totalité, "libre et claire". La production, mesurée par le PIB-C, est la contrepartie financière de l'énergie globale disponible pour l'utilisation. Mais une partie de cette valeur énergétique - et, par conséquent, une partie correspondante de la production économique - est nécessaire pour la fourniture d'énergie elle-même et n'est donc pas disponible pour d'autres fins économiques. Par conséquent, l'ECoe tendanciel est déduit de la production du PIB-C pour parvenir à un calibrage de la prospérité. Celle-ci peut bien sûr être exprimée soit en montants agrégés, soit en montants par habitant.

Avant d'aller plus loin, on peut noter qu'une équation comportant quatre composantes définit le bien-être matériel calibré comme la prospérité. Premièrement, nous devons connaître la quantité (Q) d'énergie disponible pour l'utilisation économique. Ensuite, nous devons identifier le rendement de conversion (CE) avec lequel cette énergie est transformée en valeur économique (O).

Troisièmement, nous devons déduire l'ECoe pour savoir quelle part de cette valeur économique est "libre et claire" pour une utilisation à toutes fins économiques autres que la fourniture d'énergie elle-même.

Quatrièmement, la division de la prospérité globale résultante (P) par le nombre d'habitants (N) nous indique la prospérité de la personne moyenne dans l'économie.

Au niveau supérieur, cette équation révèle le début d'une détérioration de la prospérité globale par personne. La croissance de la quantité d'énergie (Q) ralentit, et le meilleur résultat que l'on puisse espérer en matière de rendement de conversion (CE) se situe entre la stagnation et l'érosion progressive. Les ECoE continuent d'augmenter, et le nombre de personnes entre lesquelles la prospérité (P) est partagée ne cesse de croître. Le tableau suivant présente un résumé des tendances prévues en matière de prospérité par personne.

Tableau 1

Trends in prosperity per capita

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<u>Prosperity per capita (000s)</u>												
United States	\$45.6	\$42.1	\$42.7	\$42.8	\$42.8	\$42.8	\$42.7	\$42.6	\$42.4	\$42.1	\$41.8	\$41.4
United Kingdom	£23.6	£20.4	£21.9	£21.9	£21.9	£21.9	£21.8	£21.8	£21.6	£21.5	£21.3	£21.1
Germany	€ 33.9	€ 31.6	€ 31.7	€ 31.9	€ 32.0	€ 32.0	€ 32.0	€ 32.0	€ 31.9	€ 31.8	€ 31.6	€ 31.3
China	35.8	34.2	34.3	34.5	34.6	34.8	34.8	34.9	34.8	34.7	34.6	34.4
World (\$ PPP)	\$11.2	\$10.3	\$10.4	\$10.4	\$10.4	\$10.4	\$10.3	\$10.3	\$10.2	\$10.1	\$10.0	\$9.9
<u>vs 2019 (%)</u>												
United States		-7.6%	-6.5%	-6.2%	-6.1%	-6.1%	-6.3%	-6.6%	-7.0%	-7.6%	-8.3%	-9.2%
United Kingdom		-13.2%	-7.1%	-7.0%	-6.9%	-7.0%	-7.3%	-7.7%	-8.2%	-8.9%	-9.6%	-10.6%
Germany		-6.9%	-6.4%	-6.0%	-5.7%	-5.6%	-5.5%	-5.7%	-5.9%	-6.3%	-6.9%	-7.5%
China		-4.5%	-4.1%	-3.5%	-3.1%	-2.8%	-2.6%	-2.5%	-2.6%	-2.8%	-3.2%	-3.7%
World		-8.3%	-7.1%	-7.2%	-7.3%	-7.6%	-8.0%	-8.5%	-9.2%	-9.9%	-10.8%	-11.7%

Source: SEEDS ©Surplus Energy Economics 2021

Un facteur déterminant essentiel qui ressort de cette équation est l'existence d'une corrélation directe entre l'ECoe et la prospérité par habitant. Aux États-Unis, la prospérité par personne a diminué après 2000, lorsque la tendance américaine de l'ECoe était de 4,5 %. La crise du coronavirus semble avoir avancé le point d'inflexion en Chine à 2019, alors que l'ECoe tendanciel du pays était de 8,2 %.

Une observation générale des trente pays couverts par SEEDS indique que la complexité détermine le niveau d'équilibre économique et social à partir duquel la prospérité par habitant diminue. Dans le groupe des seize économies avancées analysées par le modèle (AE-16), le point d'inflexion se situe à un ECoE compris entre 3,5 % et 5 %. La fourchette équivalente pour les quatorze pays EM (marchés émergents) (EM-14) va de 8 % à 10 %.

Cela signifie que la prospérité des pays EM a continué à s'améliorer alors que celle du groupe AE-16 a diminué. Cela signifie que la prospérité mondiale, tous pays confondus, a atteint un long plateau, les progrès continus de certains pays compensant la détérioration de la situation dans d'autres.

Aujourd'hui, cependant, le modèle indique que le plateau est terminé, ce qui signifie qu'à partir de maintenant, le citoyen moyen du monde s'appauvrit.

ECoE & prosperity

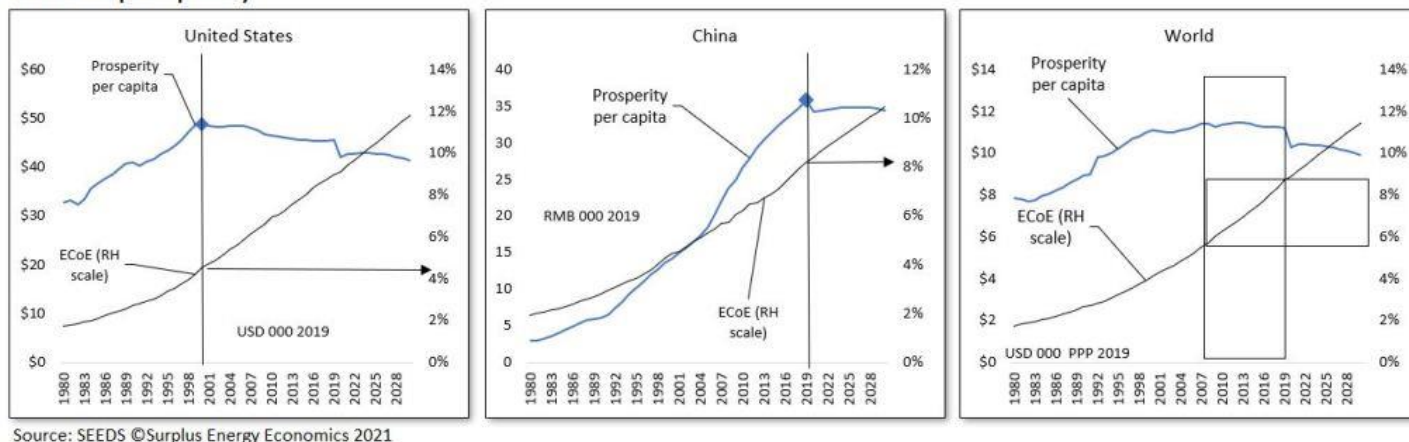


Fig. D

Ces résultats descendants sont un bon point pour conclure la première partie de cette explication de la cartographie de l'économie basée sur l'énergie dont SEEDS est maintenant capable <de modéliser>. Dans la deuxième partie, nous suivrons certaines de ses implications, en examinant l'actif et le passif, les perspectives pour les entreprises et les défis auxquels sont confrontés les gouvernements.

Note :

* L'agrégation globale et la comparaison internationale nécessitent la conversion d'autres devises en dollars. Une façon de le faire consiste à utiliser les taux de change du marché. L'autre est de convertir sur la base de la parité du pouvoir d'achat (PPA).
Sauf indication contraire, SEEDS utilise la convention PPA. Lorsque les circonstances rendent la conversion sur le marché préférable, l'annotation "MKT" est utilisée.

▲ RETOUR ▲

Joyeux Solstice d'hiver 2020

Et bon débarras 2020 !
George Mobus 21 décembre 2020



Avec les vaccins COVID-19 qui commencent à arriver dans les bras des gens, on a entendu un soupir de soulagement, ce qui est compréhensible. Mais ce soulagement est dû à la conviction qu'avec l'immunité, nous, les sociétés, pourrions revenir bientôt à la normale. De nombreux commentateurs ont, au cours des dernières

semaines, décrit différents scénarios pour y parvenir. Mais une chose qu'ils ont tous en commun est ce qu'ils entendent par "**normal**" ?

Pour certaines personnes, cela signifie simplement de ne plus porter de masque et de ne plus avoir de distance sociale, de retrouver leur famille et leurs amis ; une pensée particulièrement poignante en cette période de l'année. Pour la plupart, cependant, normal signifie laisser le capitalisme et les marchés se relâcher, rattraper le temps perdu dans la prise de bénéfices, le retour des comportements de consommation et la reprise de la croissance économique. Pourtant, ce sont précisément ces éléments qui ont contribué à la pandémie. Toute cette activité économique a fait que les gens se sont mélangés et ont voyagé, propageant ainsi le virus, initialement silencieux, tout le temps. La plupart des gens pensent peut-être que ce virus particulier n'est présent qu'une fois tous les cent ans, et que le retour à cette activité sociale sera possible, au moins pendant cent ans encore. C'est une erreur. Compte tenu de la taille de la population humaine et des interactions croissantes avec les populations animales sauvages (qui augmentent la probabilité d'un autre événement zoonotique) en raison de l'invasion d'environnements jusqu'alors non perturbés, de nouvelles pandémies potentielles pourraient en fait devenir une expérience récurrente. Au moins jusqu'à ce que la taille de la population humaine diminue suffisamment.

Je ne sais pas par où commencer en ce qui concerne le "retour à la normale". Je pense que cela n'arrivera pas. Ou du moins, cela ne se produira pas complètement et pour diverses raisons. Quand je dis "pleinement", je veux dire comme les choses étaient juste avant que la pandémie ne provoque un verrouillage majeur et que les économies ne soient fortement touchées. Une fois que les taux d'infection par COVID-19 seront tombés en dessous d'un certain seuil et que les gouvernements rouvriront les magasins et les voyages, il se peut que pendant un certain temps, nous ayons l'impression d'être revenus à un semblant de normalité, mais ce sera pour une minorité de personnes dans les sociétés plus aisées. Les salons de beauté et les bars peuvent rouvrir, mais pour une grande partie des secteurs économiques, il est probable que la situation reste en dessous de la normale. La raison en est que la pandémie n'a pas vraiment été la cause de nombreux dysfonctionnements dans les économies capitaliste/consumériste. Les graines de ces dysfonctionnements avaient déjà été plantées et avaient déjà commencé à germer. La pandémie n'a fait que les exposer et, peut-être, les amplifier. Prenons la fragilité des différentes chaînes d'approvisionnement qui se sont rompues et qui n'ont été que partiellement réparées en exposant les travailleurs au virus. Alors que pour les nations riches, les perturbations semblaient avoir été mineures et de courte durée. La course et le stockage de papiers de toilette ont peut-être été une réaction un peu excessive. Mais cela a montré que ces chaînes d'approvisionnements délicatement gérées pouvaient être brisées et difficiles (et coûteuses) à réparer.

Le monde, considéré comme un système de sous-systèmes de composants interconnectés et chacun d'entre eux comme compris dans des sous-systèmes interconnectés et plus profondément dans la structure, fournit un environnement quasi-stable pour tous les sous-systèmes lorsque chacun d'entre eux remplit bien ses fonctions. Le système social humain global (au sein du supra-système de Gaia) n'a pas fait équipe avec tous les autres sous-systèmes, la lithosphère, l'hydrosphère, l'atmosphère et la biosphère étant des sous-systèmes majeurs. Et cela parce que les composantes du système social humain, à savoir les grandes institutions, les économies et les gouvernements, n'ont pas fait preuve d'esprit d'équipe. Et c'est parce que les principaux sous-systèmes de ceux-ci, à savoir nous, les êtres humains sous-adaptés, n'agissons pas avec sagesse, c'est-à-dire en connaissance de cause, moralement, stratégiquement et systématiquement. Par conséquent, lorsqu'une pandémie se déclare, les failles sont mises en lumière.

Des failles majeures dans les systèmes éducatifs, les systèmes financiers (à moins que vous ne soyez l'un de ces croyants en la théorie dite de l'argent moderne, selon laquelle les gouvernements peuvent imprimer autant d'argent qu'ils le souhaitent pour que les consommateurs continuent d'acheter des choses et les dettes sont sans importance), et une foule d'autres sous-systèmes sociaux ont montré et continuent de montrer des souches.

Nous avons encore du chemin à parcourir avant qu'un nombre important de personnes ne soient vaccinées et ayons la preuve d'une immunité généralisée. Il est donc probable que d'autres problèmes se manifestent. Aux États-Unis et dans d'autres pays, nous sommes dans la "troisième vague" d'infections croissantes et nos taux

d'infection et d'hospitalisation sont toujours en hausse au moment où nous écrivons ces lignes. Les taux de mortalité semblent s'être stabilisés et même avoir quelque peu diminué, alors que le corps médical apprend à mieux traiter les personnes les plus menacées. À moins que les vaccins ne soient vraiment efficaces, une fois que les verrous seront à nouveau levés, assisterons-nous à une quatrième vague ?

Plus de la moitié des Américains et de nombreuses personnes dans le monde entier ont été soulagés de voir Trump perdre la Maison Blanche. On peut leur pardonner d'avoir également poussé un soupir de soulagement, en cherchant à mettre fin aux manigances criminelles du président et de ses acolytes. Mais, tout comme les perturbations de nos différents sous-systèmes institutionnels sociaux n'ont pas été causées par la pandémie, le racisme et la répartition inéquitable du capital et des revenus n'ont pas été causés par Trump, sa présidence, assistée par des sénateurs républicains, les a simplement exposées et amplifiées. Il semblait tolérer des comportements ouvertement racistes, faisant sortir de l'ombre des personnes comme les Proud Boys et le KKK. Son incapacité à faire face aux assassinats de Noirs par la police, comme ceux de George Floyd, et de tant d'autres, a provoqué une résurgence des mouvements d'équité comme Black Lives Matter et des protestations de masse dans le monde entier contre les inégalités et le racisme. Maintenant que Trump est sorti, on a le sentiment que Biden et Harris vont s'occuper de cette situation inadmissible et que nous pouvons avancer plus rapidement vers la justice et l'équité. [Recommandation de livre, tant pour une comptabilité plus holistique de l'esclavage et de Jim Crow aux États-Unis que pour les arguments en faveur des réparations de l'esclavage : Darity, William A., Jr. & Mullen, A. Kristen, (2020) *From Here to Equality : Reparations for Black Americans in the Twenty-First Century*, Université de Caroline du Nord, Chapel Hill].

Les réductions d'impôts de Trump ont surtout bénéficié aux personnes déjà riches et aux entreprises. Cependant, il s'agissait simplement d'une extension du programme des capitalistes néo-libéraux de droite tels que les frères Koch et de l'idéologie de Milton Friedman et de bien d'autres qui croyaient fermement que le darwinisme social était la bonne façon de penser à ceux qui étaient récompensés et à ceux qui ne l'étaient pas, à ceux qui étaient les plus aptes dans la loi de la jungle. Bien avant Trump, nous nous dirigeons inexorablement vers la production du type de richesse et d'inégalités de revenus que nous connaissons aujourd'hui. (Recommandation de livre, avec un récit vraiment perspicace de l'histoire de la confiscation des voies aériennes par la droite et de l'invention de la "vérité" pour faire pencher la classe ouvrière conservatrice déjà en colère vers ses idéologies, ouvrant la voie à l'obtention par Trump d'autant de voix qu'il l'a fait. Andersen, Kurt (2020). *Les génies maléfiques : The Unmaking of America, A Recent History*, Random House, New York].

Malheureusement, changer réellement de cap et corriger les torts pourrait ne pas se concrétiser. À moins que Biden n'obtienne une majorité au Sénat (et même dans ce cas, certains démocrates conservateurs ne seront pas toujours d'accord avec ses propositions), il pourrait être bloqué dans certaines tentatives pour panser les plaies. Et le fait même que les blessures aient été si complètement exposées peut être problématique en soi. La trumpmanie, comme le font remarquer certains commentateurs, ne disparaîtra probablement pas après le 20 janvier. Il est probable que la colère de ses partisans, qui croient toujours que l'élection a été volée, persistera. Il faut s'attendre à des affrontements continus entre les manifestants et très probablement à des violences (comme on l'a déjà vu à Washington).

Une fois de plus, ces événements anormaux, la pandémie et l'élection de Trump et ses échecs dans le travail de président, n'ont fait qu'exposer les dysfonctionnements précédemment quelque peu cachés des interactions sociales. Et en raison des clivages politiques profonds et aigus, des blessures qui s'enveniment, je doute sérieusement (et j'espère qu'on me prouvera le contraire) que Joe et Kamala seront très efficaces pour apporter le baume de guérison. Toute agitation sociale persistante aura un autre effet négatif sur notre capacité à prêter attention à des problèmes encore plus importants.

Bien sûr, il faut ajouter à tout cela les menaces mondiales que représentent **le chaos climatique**, les graves perturbations météorologiques, la montée du niveau des mers, les sécheresses et les inondations, et tous les autres effets d'entraînement de nos émissions continues de dioxyde de carbone dans l'atmosphère et les océans, ainsi que la destruction continue des puits de carbone naturels tels que la forêt tropicale amazonienne. Nos

modes d'activité ne montrent aucun signe de changement pour le mieux. Même si les États-Unis renouent avec l'accord de Paris sur le climat, et Joe promet de le faire, nous savons déjà que cet accord ne fait pas vraiment assez pour atteindre l'objectif de réduire les émissions suffisamment à temps pour éviter une augmentation de la température moyenne mondiale supérieure à 2 degrés centigrades, température au-dessus de laquelle tout sens de normalité climatique est perdu. Il faudra quelque chose de beaucoup plus radical pour obliger les nations à prendre des mesures qui pourraient réduire les dommages à long terme. Mais il y a un nombre croissant de chercheurs et de commentateurs qui doutent que nous puissions vraiment faire quelque chose à ce stade pour atteindre cet objectif. **Ils constatent que les différents symptômes, tels que la perte de glace ou la conversion irréversible de l'Amazonie en une terre désolée, montrent maintenant des signes qu'ils sont pires que ce que l'on pensait au départ et que leur rythme de changement s'accélère plus vite que les modèles ne l'avaient prévu.**

Et n'oublions pas la situation énergétique.

Au fil des ans, j'ai consacré beaucoup de temps à la relation entre l'économie et la disponibilité de l'énergie gratuite, cette composante énergétique de l'énergie brute produite, comme le pétrole, qui permet d'effectuer des travaux utiles (et des travaux insignifiants comme la construction de yachts !). J'ai averti qu'une économie basée sur l'utilisation croissante de réserves limitées de combustibles fossiles pour alimenter la majeure partie du travail se dirige vers un effondrement majeur lorsque le coût de l'extraction de quantités décroissantes dépasse la valeur de l'énergie gratuite et que l'entreprise est pratiquement fermée. **Cela priverait l'activité économique de plus de 80 % de son énergie. Les rapports des analystes énergétiques et financiers indiquent que c'est ce qui se passe actuellement.** Le boom de la fracturation a apporté un bref répit par rapport au pic du pétrole conventionnel. La lenteur de la reprise économique et la diminution de la demande de combustibles et d'électricité ont quelque peu retardé son apparition. Mais les puits fracturés sont coûteux et montrent des signes d'épuisement. Les entreprises de forage cessent leurs activités parce qu'elles ne trouvent pas de financement pour de nouveaux forages. Et les réserves de surface, qui étaient excédentaires en raison de la faible demande, s'épuisent maintenant. En d'autres termes, **nous pourrions être au bord d'un effondrement radical de l'industrie des combustibles fossiles, ce qui signifierait un nouvel effondrement plus dramatique de l'agriculture et des chaînes d'approvisionnement qui dépendent du transport pour faire circuler les choses.** L'expression "Acheter local" est sur le point de prendre un tout nouveau sens.

Comme je l'ai déjà souligné, l'atténuation et l'adaptation au climat vont nécessiter une quantité énorme d'énergie au moment même où nos réserves d'énergie diminuent. Non seulement nous n'en aurons pas assez pour une consommation "normale", mais ce que nous avons **sera probablement rationné** (si disponible) et ce que nous pouvons rassembler sera orienté vers des adaptations telles que le déplacement des populations côtières vers l'intérieur des terres lorsque nous nous rendrons compte que **nous devons abandonner les grandes villes côtières.** Nous devons également déterminer ce qu'il faut faire sur le plan moral en ce qui concerne les réfugiés climatiques des régions de basse latitude telles que l'Amérique centrale et la région MENA, car ils chercheront de plus en plus à fuir la violence économique et climatique. C'est déjà le cas et cela ne fera qu'augmenter et empirer. Les seules destinations viables pour ces personnes sont les hautes latitudes moyennes de l'Eurasie et de l'Amérique du Nord. **Les densités de population sont appelées à devenir très élevées,** du moins jusqu'à ce que la violence raciale et ethnique éclate en plein essor (elle a déjà éclaté dans des incidents dispersés dans le monde entier). On pourrait même s'attendre à ce que la guerre des classes sociales tourne à la violence comme elle l'a fait à diverses époques de l'histoire.

Permettez-moi de conclure ce joyeux message du Solstice, comme j'en ai déjà eu tant d'autres, par un appel à mes sages lecteurs pour qu'ils choisissent judicieusement leurs prochaines actions. **Acheter un véhicule entièrement électrique ou mettre en place un modeste tas de compost ne seront pas des actions suffisantes.** Démarrer une communauté de permaculture (au moins 40 adultes) dans des régions où nous nous attendons à avoir un climat assez stable pour quelques années à venir, pourrait, avec un peu de chance, faire une différence pour votre avenir personnel et celui de votre progéniture (Note : j'encourage les couples vraiment sages à avoir au moins deux enfants si vous vivez dans un environnement sûr ; nous avons besoin d'une future population de sages pour continuer ! Il n'y a aucune garantie de succès, jamais. Mais vous pouvez améliorer

vos chances en faisant les bons choix pendant qu'il est encore temps. Croyez-moi, si j'étais un peu plus jeune et en bonne santé, je serais là. À mon âge et dans ma condition, je ne serais pas très utile. C'est tout ce que je peux faire pour travailler nos petites parcelles de légumes là où nous vivons ! Mais je me consolerai en sachant qu'il y a beaucoup de gens qui ont vu l'écriture sur le mur et qui ont déjà organisé des communautés durables dans le monde entier.

Bonne chance à tous. George

.Pourquoi le colibri est l'animal le plus dangereux au monde

Posté par Ugo Bardi Jeudi 11 février 2021



https://www.youtube.com/watch?v=r2i9SkLhKEQ&feature=emb_logo

Ceci est une traduction révisée d'un article que j'ai publié en italien il y a quelques années. L'idée que le colibri n'est pas un bon exemple de la manière de traiter les problèmes que nous avons <environnement et climat> est également expliquée en détail dans mon livre "Avant l'effondrement" (2019).

Si vous comprenez le français, regardez ce clip qui raconte non seulement l'histoire du colibri vertueux, mais aussi sa fin. La conclusion est la suivante : "*si vous pensez avec un cerveau de colibri, vous finissez par être foutu*". (h/t Igor Giussani). (En français, le colibri est "colibri")

Avez-vous déjà entendu l'histoire du colibri et du feu ? Elle se déroule ainsi : un gigantesque incendie fait rage dans la forêt. Tous les animaux courent pour sauver leur vie, sauf un colibri qui se dirige vers les flammes avec un peu d'eau dans son bec. Le lion voit le colibri et lui demande : "Petit oiseau, que crois-tu faire avec cette goutte d'eau ? Et le colibri répond : "Je fais ma part".

Si vous avez étudié la philosophie au lycée, vous pouvez penser que le colibri est un adepte d'Emmanuel Kant et de son principe d'impératif catégorique. Ou peut-être que le colibri est un philosophe stoïque qui pense que sa propre vertu personnelle est plus importante que toute autre chose.

En dehors de la philosophie, la morale de l'histoire est souvent interprétée selon une clé écologique. C'est-à-dire que chacun devrait s'engager individuellement dans de bonnes pratiques pour le bien de l'environnement. Des choses comme éteindre la lumière avant de quitter la maison, fermer le robinet pendant qu'on se brosse les dents, prendre de courtes douches pour économiser l'eau, utiliser un vélo plutôt qu'une voiture, séparer les déchets avec attention, etc. Des petites choses, comme la goutte d'eau que le colibri porte dans son bec contre le feu. Mais si chacun fait sa part, on arrivera à quelque chose.

Peut-être. Mais j'ai des doutes et je pense que cette histoire n'est pas aussi sage que certaines personnes le comprennent. En fait, je pense que cette affaire est quelque chose qui ressemble à ce qui sort de l'arrière du mâle de l'espèce bovine. Plus qu'admirable, le colibri me semble être un animal très dangereux. Pour expliquer pourquoi, laissez-moi vous raconter une petite histoire.

Il y a quelque temps, alors que je marchais dans la rue, non loin de chez moi, je me suis retrouvé immergé dans un nuage de fumée. Pas agréable ni sain, bien sûr. Quelqu'un avait pensé que c'était le bon moment pour brûler un tas de rognures de son jardin, générant le nuage. Apparemment, ils ne se souciaient pas trop des gens qui marchaient dans la rue ou des voisins.

Est-il légal de brûler des trucs avec une grosse fumée au milieu d'une zone urbaine ? De retour chez moi, j'ai fait quelques recherches sur le Web et j'ai découvert qu'en Italie, oui, on peut le faire, mais seulement en petites quantités et selon des règles strictes destinées à éviter de fumer chez les voisins et les passants. Il m'a donc semblé approprié d'écrire un petit billet pour le groupe de discussion local, en soulignant l'existence de la loi et en invitant les gens à être un peu plus prudents lorsqu'ils brûlent des choses dans leur jardin.

Mon Dieu, qu'est-ce que j'avais fait ! Dans les commentaires, j'ai reçu des insultes de toutes sortes, et même des menaces de poursuites judiciaires. Quelqu'un m'a même dit : "Si vous dites cela, vous devez être très malheureux !" (c'est vrai, je le jure !). Ce qui est curieux, c'est que les insultes sont toutes arrivées au nom des bonnes pratiques écologiques. Brûler les boutures, m'a-t-on dit, est une chose naturelle, l'odeur qu'elles dégagent est bonne, les vieux fermiers l'ont fait et donc ceux qui le faisaient sont de vrais écologistes alors que je n'avais aucun titre pour ennuyer qui que ce soit avec mes considérations "légalistes".

Notez que les personnes qui ont pris cette position semblaient croire que leur engagement en faveur de bonnes pratiques environnementales, en prenant soin de leurs jardins ou autre, les mettait en position de supériorité morale par rapport à ceux qui ne faisaient pas de même. Par conséquent, ils ont estimé qu'ils pouvaient se permettre d'ignorer certaines lois, par exemple en brûlant des déchets de jardin pour enfumer leurs voisins.

On pourrait appeler cette attitude le "syndrome du colibri". Le fait d'être vertueux dans un champ, vous donne le droit d'être pécheur dans un autre. (Je pense que c'est aussi un problème lié à l'impératif catégorique de Kant et peut-être à tout le concept de la philosophie stoïque, mais je ne suis pas philosophe, alors laissez-moi m'en tenir aux colibris). En bref, certaines personnes semblent penser qu'elles peuvent sauver le monde par de petites actions vertueuses, c'est-à-dire en se comportant comme le colibri de l'histoire, en laissant tomber un peu d'eau sur un feu de forêt géant. Et ayant fait cela, ils pensent qu'ils peuvent continuer à polluer d'autres manières.

Une fois que je me suis mis dans cet ordre d'idées, j'ai constaté que je ne suis pas le premier à réfléchir à cette question. Entre autres, **Jean Baptiste Comby** a écrit des considérations similaires dans son livre « *La question climatique* ». Genèse et dépolitisation d'un problème public" (Raisons d'agir, 2015). Il n'utilise pas le terme "syndrome du colibri", mais il dit en gros ce que je dis ici.

L'idée de Comby est que la question climatique, et en général écologique, a été "dépolitisée", c'est-à-dire qu'elle a été entièrement transférée au domaine privé des bonnes pratiques individuelles. Ce qui se passe, c'est que les membres des classes moyennes supérieures se créent un peu de déculpabilisation personnelle en s'occupant de certains détails alors que, d'un autre côté, ce sont eux qui font le plus de dégâts à l'écosystème. Une morale petit-bourgeoise que Cyprien Tasset appelle à juste titre "pharisaïsme vert".

Voici un extrait de la critique de Tasset sur le livre de Comby

Le cinquième chapitre traite du "paradoxe social selon lequel les prescriptions de l'éco-citoyenneté profitent symboliquement à ceux qui sont, en pratique, les moins respectueux de l'atmosphère et des écosystèmes" (p. 16). En effet, les données existantes sur la répartition sociale des émissions de gaz à effet de serre montrent que

"plus les ressources matérielles augmentent, plus la propension à détériorer la planète est grande" (p. 185). Le capital culturel, ici enclin à "se montrer bienveillant envers l'écologie" et permettant des profits symboliques, allant généralement de pair avec le capital économique, est "sans effet réel" positif en termes de limitation des émissions (p. 186). Jean-Baptiste Comby a le mérite de poser ce paradoxe sans recourir, comme d'autres sociologues se permettent parfois de le faire, à la catégorie idéologiquement surchargée des "bobos" (faux écologistes) (*).

En bref, à mon humble avis, le colibri est un fils de pute : il vole au-dessus de la forêt, jette sa goutte d'eau, puis s'en va, heureux d'avoir fait son devoir. Et tous les animaux qui ne peuvent pas voler meurent rôtis.

Ce qui pourrait nous arriver aussi si nous continuons comme ça.

(h / t Nicolas Casaux)

NOTE : (*) En français, le terme "bobos" désigne les "Bourgeois-Bohèmes" - des membres de la classe moyenne supérieure qui aiment à se dépeindre comme soucieux de l'environnement mais qui polluent et consomment des ressources beaucoup plus que le citoyen moyen.

▲ RETOUR ▲

Tout savoir sur la Convention Citoyenne

Par biosphere 12 février 2021

En tant qu'espèce, nous n'avons jamais bâti de grand projet pour l'Humanité, nous nous contentons de nos confrontations intra-espèce tout en mettant la planète au pillage. Le XXI^e siècle ouvre-t-il une nouvelle ère, l'écologie comme vecteur de rassemblement et d'union ? Nous assistons seulement aux bribes de définition d'avant-projets encore trop souvent considérés comme dignes des « Khmers verts ».

Un livre vient de sortir qui décrit dans le détail les travaux et les propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC). Le titre, « *Cap 2030, une décennie pour changer le monde* »*, est mal choisi car il ne dit rien du contenu, la CCC. Ce livre de 218 pages est à 10 euros seulement, l'effort pour se le procurer est minuscule. De notre côté nous ne parlerons pas de la question démographique qui a été soigneusement évitée par la CCC. Par contre nous allons commenter ses propositions pour le transport, sachant que la taxe carbone a été explicitement retirée de l'ordre du jour des travaux. Or pour parvenir à la neutralité carbone, un Français devrait émettre en moyenne 2 tonnes de CO₂ équivalent par an, soit 5 fois moins que ce qu'il émet individuellement. « Se déplacer », l'un des six groupes de travail, a donné lieu à 43 propositions de la CCEC sur 149, presque 30 %. La mobilité moderne est remise en cause, le recours massif au pétrole entraîne un coût climatique important. De toute façon, taxe carbone ou non, les prix du baril sont voués à augmenter car les réserves diminuent, le pic du pétrole conventionnel est déjà dépassé. Que faire ? Voici quelques pistes qui montrent la difficulté de la rupture écologique d'avec notre système thermo-industriel croissanciste.

La proposition PT3.1 de réduire à 110 km/h sur autoroute est celle qui a eu le moins d'adhésion des participants de la CCC, 60 % des votants. Pourtant cette diminution de 20 km/h permettait de réduire jusqu'à 20 % les émissions de gaz à effet de serre de la circulation sur autoroute. Le

président Macron a éliminé d'office cette proposition : « *Joker, il faut reporter le débat sur les 110 kilomètres/heure. Pour que ça marche, il ne faut pas stigmatiser les gens, Il ne faut pas les diviser. Et donc je propose de repousser ce débat. Je ne voudrais pas que vous connaissiez le même sort que moi, c'est à dire avoir des mois de travail qui s'abîment dans une polémique.* » C'était pourtant une des mesures les plus simples à mettre en œuvre. La liberté qu'offre la voiture individuelle, nous la prenons à crédit sur le dos de nos enfants. Est-ce que, eux, ils méritent d'être privés de liberté ? De toute façon toutes les mesures de la CC verront apparaître des accusateurs féroces.

Sortir des avantages fiscaux sur le gazole (proposition SD-B1.4) mettra les chauffeurs routiers en vrille, c'est déjà arrivé ; en novembre 1997, ils avaient bloqué nombre de centres névralgiques. L'objectif SD-B2 de réduire à zéro les émissions des navires lors de leurs opérations dans les ports est tellement marginale qu'elle en devient risible : il faudrait interdire tous les navires de plaisance à moteur, naviguer à la voile est un plaisir, conduire une voiture sur l'eau une absurdité. L'objectif SD-C1 d'aider à la transition vers un parc véhicules propres est encore plus dément, surtout quand ils sont électriques : il n'y a pas de véhicules propres excepté les jambes et le vélo. Seul le [dévoiturage](#) est un objectif raisonnable, mais cela les participants de la CC ne le savaient pas. Quant à interdire la construction de nouveaux aéroports et l'extension des aéroports existants, cette proposition SD-E3) ne tiendra pas les airs quand le tourisme au long cours voudra repartir après la pandémie. En clair, la CCC se voulait iconoclaste, mais ses idées étaient molles ; pourtant elles vont être complètement dénaturées par le parlement ou renvoyées aux calendes grecques.

▲ RETOUR ▲

"OBSOLÈTE"

11 Février 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

[Le nouveau terminal](#) de Roissy, qui devait à l'horizon 2037 absorber 40 millions de passagers supplémentaire est "obsolète", avec les "enjeux environnementaux".

Là aussi, ils s'étoufferaient s'ils disaient la vérité.

Le problème c'est qu'il n'y aura plus jamais de "progression" du trafic aérien, et que même pour rêver du retour au niveau pré-crise, il faut fumer une sacrée dose de moquette <cannabis>.

[Économies obsolètes](#), celles de l'Italie et de l'Espagne, **le modèle touristique a expiré**, et a permis à la république Tchèque de les dépasser, aussi pour des problématiques énergétiques. Contrairement aux connards de journalistes qui ne regardent jamais ça, il faut braquer le projecteur dessus. La république tchèque n'a que 10 millions d'habitants, elle est petite (78 870 km², 505 000 pour l'Espagne, 301 000 pour L'Italie) et ramassée, et produit encore [beaucoup d'énergie](#). Disponibilité d'un côté (énergie), économie de l'autre en nécessités de transports, la nullité journalistique en matière de géographie est écrasante. L'Espagne et l'Italie sont beaucoup, beaucoup plus grandes et la géographie de ces pays n'est pas évidente.



Surtout quand la disponibilité énergétique baisse...

Obsolète à terme l'économie de l'Irlande. Ce n'est qu'une fiction comptable, les bénéfices des sociétés européennes logées dans un pays où elles sont peu imposées. C'est simplement, un parasite.

Obsolète bientôt, les valeurs immobilières US. Montées au cric par les banques, le prix de l'immobilier est désormais le double des hypothèques pour 1/3 des propriétaires. "Réserve de valeur et sentiment de richesse" ? Aucunement. Les ventes aux prix gonflés se retrouvent simplement dans le circuit économique. On ne dépense pas plus "parce qu'on se sent plus riche".

Obsolètes déjà les zones urbaines démocrates aux USA. Les avions se dirigent vers les zones sudistes, républicaines et nettement moins ravagées par la criminalité.

Obsolète aussi, le consumérisme, qui pousse au surendettement s'éteint un peu. Mais ce n'est qu'une des causes du surendettement. La paupérisation et l'augmentation des dépenses contraintes en est la cause principale.

A l'inverse, on peut relever des résiliences. L'économie russe, largement assise sur les hydrocarbures, mais pas seulement. Assise aussi sur un rôle de l'état non négligeable, et qui ne se contente pas de remplir les poches des oligarques. En France, on peut noter une résilience certaine de l'industrie, ce qui correspond à l'économie réelle.

Visiblement, on voit arriver aussi une obsolescence du pétrole. La production actuelle ne peut entretenir l'infrastructure mondiale existante. Des pans devront être abandonnés.

Certains, aussi, ont mis leur cerveau en obsolescence. L'OTAN veut équiper ses chars de panneaux solaires. Quand on est cons, on ose tout.

▲ RETOUR ▲



Alerte pénuries majeures, composants électroniques et tout le reste

par Charles Sannat | 12 Février 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

C'était le 17 mai 2020, il y a pas encore un an mais tout de même quelques mois.

J'avais fait une vidéo intitulée « survivre au choc inflationniste » qui arrive et qui est inévitable.

Avec le temps, on se rend mieux compte de l'analyse. Je voulais vous expliquer ce qui était très prévisible, à savoir, que la crise allait durer, et qu'en durant, les mesures de distanciation sociale allaient affecter durablement la **productivité** et donc la production.

Cela allait avoir un double impact sur, non seulement, la disponibilité des produits, mais également leur prix.

Logique. Quand il n'y en a pas pour tout le monde, l'ajustement de l'offre par rapport à la demande se fait par le prix, et quand les prix montent, cela crée de l'inflation.

Nous y sommes.

Les usines partout à travers le monde ferment à cause de la pénurie de composants électroniques, vous en avez sans doute entendu parler, et le sujet des pénuries va s'amplifier dans les semaines qui viennent et va occuper de plus en plus de place dans les médias.

Entre le télétravail, les problèmes de gestion de flux logistiques, et la distanciation sociale, c'est **la productivité mondiale et globale qui s'effondre.**

Il n'y a plus suffisamment de capacité de production mondiale parce que nous ne produisons pas dans un cadre normal de fonctionnement.

Ce problème ne touche pas que les composants électroniques.

Cela est en train de se propager à tous les secteurs de l'économie.

Dans le BTP, les ruptures sont de plus en plus courantes.

Le matériel manque parce que les usines ne tournent pas à plein régime, parce que **le plein régime n'est pas compatible avec la distanciation sociale**, avec les gens malades, avec les mise en quarantaine dès que l'on a un malade ou deux.

C'était largement prévisible, et je l'avais prévu dans cette vidéo que je vous invite à voir ou re-voir afin de remettre tout cela en perspective.

Si les grands mouvements sont généralement prévisibles, les délais, eux, sont nettement plus complexes à maîtriser.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Nous allons entrer dans une phase de pénuries chroniques et aléatoires.

Chronique tant que dure la crise sanitaire, et après le covid-19, nous avons la tripotée de variants qui nous menacent et la vaccination qui pourrait bien s'avérer décevante et ne pas représenter le marqueur de fin de crise que l'on espérait tous.

Aléatoire, car il est difficile de vous dire à l'avance où ces pénuries vont frapper, parce que l'économie est vaste, mais, je peux vous donner quelques indices. Cela concernera avant tout les productions en temps réel. **Plus une industrie est en flux tendue plus elle sera impactée.** C'est évidemment le cas de l'automobile, ou par exemple des fenêtres fabriquées à la demande de même que les cuisines par exemple ! Attendez-vous donc à avoir du mal à vous procurer certaines choses répondant à ces critères. Autre élément aggravant. La distance. Plus c'est loin, plus ce sera compliqué et coûteux. Cela concernera aussi les industries qui ont besoin de monde et de main-d'œuvre, car le virus touche les gens, moins il y a de gens dans le processus de fabrication moins vous aurez de pénuries.

Côté de l'alimentaire, essentiellement local, les chaînes d'approvisionnement devraient tenir. Elles ont tenue lors du premier confinement alors que nous étions en plein désastre sanitaire sans masque et sans matériel de protection. Il n'y a pas de raison que notre approvisionnement alimentaire s'effondre, mais il peut connaître des difficultés à sa base, à savoir au niveau agricole. S'il n'y a pas de composants électroniques pour réparer les tracteurs, ce n'est pas avec le nombre actuel d'agriculteurs que nous pourrions cultiver les champs.

C'est dans ce contexte inquiétant que l'État organise sa première réunion d'urgence sur le sujet...

Un sujet qui était anticipé dans le grenier de l'éco dès le 17 mai 2020... j'dis-cà, j'dis rien, mais je n'en pense pas moins sur **les chèvres qui nous dirigent.**



Dans cet article de France Bleue, on apprend que « les représentants de l'automobile et de la filière électronique seront reçus par les services de l'État ce mercredi 10 février pour une première réunion consacrée à la pénurie de puces électroniques qui perturbe la production des voitures dans les usines des constructeurs du monde entier ».

Ce sera comme à chaque fois, des vœux pieux, et l'impuissance gouvernementale, du « beaucoup trop peu et bien trop tard ».

N'attendez rien de l'État si ce n'est l'augmentation de vos impôts.

Pour votre activité, pour vos activités, prenez les devant.

Stockez ce dont vous avez besoin ou aurez besoin. Je pense ici à tous les entrepreneurs et aux entreprises. Stockez tout ce que vous pouvez (avec intelligence, et en restant adapté à vos niveaux de trésorerie et de risques), car les prix vont monter et certains produits seront plus difficilement disponibles ou avec des délais plus longs.

Avoir du stock permettra non seulement de continuer à travailler et à tourner, mais aussi de prendre des marchés, sans oublier que cela peut vous aider à améliorer quelques marges.

La première étape est de faire la liste des articles déjà en tension, et de voir ce qui est critique ou pas.

Pour vous le dire autrement, n'attendez pas l'État pour votre plan de continuité. Si vous êtes un chef d'entreprise, petite ou grande, c'est sur les pénuries à venir qu'il faut plancher et mobiliser vos ressources car c'est le prochain risque immédiat auquel notre économie en général sera confrontée.

Ceux qui veulent aller plus loin peuvent s'abonner à [la lettre STRATEGIES ici](#) pour rester en avance sur les évènements et anticiper.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

▲ RETOUR ▲

la dépression des années 1780 et la lutte bancaire

Murray N. Rothbard 11 février 2021 Mises.org



[Chapitre 2 du livre de Rothbard, nouvellement édité et publié, *Conceived in Liberty*, vol. 5, The New Republic : 1784–1791.]

Il a été allégué - depuis ce jour jusqu'à aujourd'hui - que la dépression qui a frappé les États-Unis, en particulier les villes commerciales, a été causée par des importations "excessives" de la part des Américains à partir de 1783. Mais ce genre de pseudo-explication ne fait que trahir une méconnaissance de l'économie : un boom des importations reflète des choix volontaires et une amélioration économique des consommateurs, et cette expression de choix ne peut guère être la cause d'une dépression générale. En bref, l'amélioration du niveau de vie de la majorité des consommateurs est le reflet d'une amélioration et non d'une dépression. Il est impossible pour les consommateurs d'acheter "trop" d'importations, car ils doivent les payer avec quelque chose, et ce paiement est financé par les exportations ou par les espèces accumulées précédemment. Les espèces, en effet, avaient été accumulées dans les colonies à la fin de la guerre grâce aux dépenses de guerre britanniques et françaises. Dans les deux cas, les paiements reflétaient l'affluence plutôt que la misère, et ces achats ont été d'une aide énorme après les ravages de la guerre. La fuite des espèces est également le résultat des désirs des consommateurs et ne peut évidemment pas se poursuivre indéfiniment. Il est évident que les Américains ne pouvaient pas se contenter d'acheter à l'étranger et de ne pas vendre ; en effet, s'ils avaient pu le faire, ils auraient trouvé une corne d'abondance utopique dans laquelle il suffit de consommer sans avoir à produire ou à vendre en échange.

Il y a eu cependant un excès d'importations, mais qui n'a pas été causé par le libre choix des consommateurs américains. Tout d'abord, comme nous l'avons vu plus haut, de nombreux fabricants ont été artificiellement développés pendant la guerre et, avec la reprise de la paix, ces entreprises ont dû faire face à la concurrence des Britanniques, plus efficaces, qui, dans le même temps, limitaient les exportations américaines. En outre, il y a eu une expansion du crédit inflationniste par la Banque d'Amérique du Nord, dirigée par le riche marchand de Philadelphie et ancien tsar économique Robert Morris, et par deux nouvelles banques qui ont vu le jour en 1784 pour profiter des grands profits de cette nouvelle occupation : la Banque du Massachusetts à Boston et la Banque de New York à New York, cette dernière étant principalement organisée par de grands créanciers publics. Chaque institution jouissait d'un monopole sur les activités bancaires dans sa région. L'expansion inflationniste du crédit bancaire conduit les clients des banques à croire qu'ils ont plus d'argent réel qu'ils n'en

possèdent réellement, ce qui entraîne une expansion artificielle des importations, qui doivent être payées en espèces. La fuite d'espèces qui en résulte pour les banques en expansion, et les appels accrus au paiement de leurs billets et dépôts en espèces, créent inévitablement des difficultés pour les banques et les forcent à se contracter rapidement, ce qui conduit à la déflation et à la dépression. C'est ce cycle d'expansion et de contraction du crédit bancaire qui s'est produit dans l'immédiat après-guerre et qui a entraîné une dépression au milieu de l'année 1784 et en 1785. Ce cycle commercial s'est superposé et a aggravé l'inévitable détresse d'après-guerre des manufactures de temps de guerre en augmentant les importations plus que ce qui aurait été le cas autrement.

Les importations excessives se sont poursuivies dans les années 1780. À la fin de la guerre d'Indépendance, la contraction de la masse gonflée de monnaie de papier, combinée à la reprise des importations en provenance de Grande-Bretagne, a fait baisser les prix de plus de la moitié en quelques années.¹ Comme nous le verrons plus loin, les vaines tentatives de sept gouvernements d'État, à partir de 1785, pour remédier à la "pénurie d'argent" et regonfler les prix ont été un échec complet. Les émissions de papier des États s'expliquent en partie par une tentative effrénée de payer la dette publique du temps de guerre, au niveau des États et au prorata au niveau fédéral, sans avoir recours à des charges fiscales paralysantes. L'augmentation des émissions de papier n'a fait qu'ajouter à la "pénurie" en stimulant l'exportation d'espèces et a aggravé l'importation de marchandises de l'étranger.

À la fin de 1783, Robert Morris avait réussi à divorcer sa Banque d'Amérique du Nord - qui avait commencé l'année précédente en tant que banque centrale virtuelle - du gouvernement fédéral.² Sa rentabilité croissante - elle avait versé un dividende de 14,5 % en 1783 - stimulait sa propre expansion ainsi que de nouveaux projets bancaires. La banque augmenta sa souscription de 500 000 dollars en janvier 1784 et bientôt un nouveau groupe, mécontent que les prêts de la Banque d'Amérique du Nord aillent aux initiés favorisés, demanda la création d'une Banque de Pennsylvanie. La Bank of North America était furieuse face à la menace de la concurrence chez elle (elle ne s'inquiétait pas du tout des nouvelles banques de Boston et de New York), et Pelatiah Webster, actionnaire de la banque, a soutenu avec présomption à l'Assemblée de Pennsylvanie que les deux banques "pourraient agir en opposition l'une à l'autre et bien sûr se détruire mutuellement", c'est-à-dire se faire concurrence. Lorsque cet argument n'a pas réussi, sans surprise, à impressionner les législateurs, la Banque d'Amérique du Nord a utilisé en mars l'ancien mécanisme de la cooptation : elle a porté ses nouvelles actions à 1,6 million de dollars et a réduit le nombre de promoteurs de la nouvelle banque. Ainsi, l'expansion de la Bank of North America a mis fin à la menace d'une autre banque en Pennsylvanie. Mais la banque était à peine sortie de ses difficultés. Elle fut bientôt contrainte par les dettes accumulées lors de son expansion précédente de se contracter fortement en 1784 et de précipiter une crise financière³.

Après la victoire des radicaux aux élections de l'automne 1784, les vainqueurs, menés par les députés William Findley de Westmoreland, Robert Whitehill de Cumberland et John Smilie des comtés de Fayette, ont décidé d'abroger la charte de la Banque d'Amérique du Nord. Alors que les constitutionnalistes radicaux accèdent à la demande des fabricants artisanaux, née de la dépression, et adoptent un tarif protecteur, leur poussée contre la banque au printemps 1785 précipite un débat notable sur les activités de la banque. Une guerre de pamphlets, ainsi qu'un débat législatif et des pétitions de masse, ont fait rage au sujet de la Banque d'Amérique du Nord. Alors qu'une grande partie de l'argument anti-banque était politique - attaquant ses privilèges spéciaux, son favoritisme, en général sa négation de l'idéal libéral d'égalité devant la loi - les radicaux ont également émergé avec quelques arguments économiques sophistiqués contre la banque. La commission de l'Assemblée qui a recommandé l'abrogation, ainsi que les hommes anti-banques lors des débats ultérieurs, ont souligné le point économique crucial selon lequel, comme l'a dit un législateur, la banque était "un moteur du commerce qui permettait aux commerçants d'importer plus de marchandises que nécessaire, ou qu'il n'y avait d'argent à payer, [et que] grâce à une banque, les commerçants européens pouvaient se procurer et transporter de l'argent pour leurs marchandises". Puis, après l'expansion temporaire de ce crédit fictif, la banque a "sur-négocié" et a été plus tard contrainte de se contracter et de précipiter une crise économique. En bref, les radicaux du débat anti-banques de 1785, menés par Findley et Smilie, ont esquissé la théorie ricardienne ultérieure de la banque et du commerce international qui était aussi, par essence, une théorie monétaire du cycle commercial. L'année

suivante, l'éminent révérend John Witherspoon, dans son Essai sur l'argent (1786), bien que favorable à la banque, explique plus en détail comment l'inflation du papier bancaire fait monter les prix et chasse les espèces du pays. En effet, au cours de la controverse, un pamphlétaire anonyme, "Nestor", a proposé pour la première fois en Amérique le "principe de la monnaie", qui consiste à garantir à 100 % les passifs bancaires par des espèces, et a fait valoir qu'une banque "ne devrait pas émettre un seul billet au-delà de la somme des espèces en sa possession".

Conformément à sa théorie générale de l'histoire des luttes bancaires américaines, l'historien Bray Hammond persiste à qualifier d'"agraire" l'opposition radicale à la banque, même s'il admet, sans cohérence, que les riches capitalistes de Philadelphie comme George Emlen étaient également pour l'argent dur et contre la banque. Ce point de vue, en outre, est difficile à concilier avec le fait que les délégués de Philadelphie (pour l'instant radicaux) ont voté à une écrasante majorité pour l'abrogation de la charte de la banque.⁴

Pour défendre son existence, la Bank of North America a sorti des armes lourdes, tous ses partisans étant soit des actionnaires, soit des payeurs, soit des débiteurs de la banque. Le célèbre James Wilson, conseiller de la banque et fortement endetté, était à la tête de la défense. Wilson n'a pas seulement avancé l'argument juridique précieux selon lequel la charte de la banque, bien qu'elle ait été accordée comme un privilège par l'État, était maintenant en quelque sorte son "droit de propriété" ; il a également insisté sur le fait que la cause de la dépression n'était qu'une importation excessive en soi. D'autres défenseurs éminents étaient Robert Morris, le Gouverneur Morris et Pelatiah Webster, qui estimaient qu'"une bonne banque peut augmenter le moyen de circulation d'un État pour doubler ou tripler la quantité d'argent réel, sans augmenter l'argent réel, ni encourir le moindre danger de dépréciation".

En septembre 1785, l'Assemblée de Pennsylvanie a abrogé à une écrasante majorité la charte de la Banque d'Amérique du Nord, mais le débat a continué à faire rage. Finalement, la victoire politique des conservateurs lors des élections de 1786, au cours desquelles ils ont remporté Philadelphie et l'est de la Pennsylvanie, a conduit à la réouverture de la charte de la banque l'année suivante, bien que les pouvoirs soient considérablement restreints.

Le rôle le moins glorieux dans la poursuite du débat a été joué par Thomas Paine, auteur de l'ardent pamphlet libertaire *Common Sense* (1776), qui aurait été engagé par la banque pour prêter sa formidable plume à sa cause. Dans un pamphlet de 1786, Paine ne se contentait pas de défendre l'inflation bancaire et d'avancer l'argument peu convaincant du "droit de propriété", il avait la présomption d'inciter l'État à privilégier la banque en en faisant une sorte de banque centrale du Commonwealth, l'État empruntant à la banque au lieu d'émettre du papier d'État pour couvrir ses dépenses. Dénoncé à juste titre par ses vieux camarades radicaux comme un renégat mercenaire, Paine a non seulement nié avec mensonge tout intérêt à défendre la banque, mais il s'en est pris à l'opposition comme à une alliance impie d'hommes frontaliers irresponsables et de capitalistes et usuriers urbains. Jusqu'à présent, Paine avait avancé sur la voie de la droite et il préconisait maintenant le retour à une législature bicamérale.

NOTES :

1. Pour en savoir plus sur le financement de la guerre révolutionnaire, voir Murray Rothbard, *Conceived in Liberty*, vol. 4 : *The Revolutionary War, 1775-1784* (Auburn, AL : Mises Institute, 1999), pp. 1487-97, 1508-13 ; pp. 373-83, 394-99. Les volumes originaux de *Conceived in Liberty* ont été publiés en éditions individuelles. Les numéros de page des éditions individuelles précédentes suivront ceux de l'édition 2011 du tout-en-un.

2. Pour plus d'informations sur la Banque d'Amérique du Nord, voir *ibid*, p. 1506-07, 1523-24 ; p. 388-93, 409-10.

3. La Banque du Massachusetts, qui s'est développée depuis sa création en 1784, a également été contrainte de se contracter lorsque des pertes ont frappé ses clients commerciaux au printemps 1785 ; cette contraction a aggravé la dépression au cours de cette année.

4. Bray Hammond, dans son empressement à dénigrer les radicaux, ne discute que de leurs arguments politiques et omet complètement leur raisonnement économique. Bray Hammond, *Banks and Politics in America* (Princeton, NJ : Princeton University Press, 1957), pp. 53-62. En outre, voir *ibid*, p. 87-88. Comparer l'analyse de Hammond avec le traitement approfondi et judicieux de Joseph Dorfman, *The Economic Mind in American Civilization, 1606-1865*, vol. 1 (New York : The Viking Press, 1946), p. 260-68. Voir également Harry E. Miller, *Banking Theories in the United States before 1860* (Cambridge, MA : Harvard University Press,

1927), p. 23, 30, 49-51, 139 ; Robert L. Brunhouse, *The Counter Revolution in Pennsylvania, 1776-1790* (Harrisburg, PA : Pennsylvania Historical Commission, 1942), p. 172-75. Nettels, *The Emergence of a National Economy*, pp. 61-62, 77-81.

Murray N. Rothbard a apporté des contributions majeures à l'économie, à l'histoire, à la philosophie politique et à la théorie juridique. Il a combiné l'économie autrichienne avec un engagement fervent en faveur de la liberté individuelle.

▲ RETOUR ▲

.La dette des gouvernements, c'est sacré, cela permet d'en accumuler beaucoup. Et certains voudraient lui oter ce caractère!

Bruno Bertez 10 février 2021



Notre système monétaire et financier repose sur des mythes: mythe de l'indépendance des banques centrales, mythe que la monnaie est neutre, mythe que les dettes souveraines sont aussi bonnes que de l'or, mythe que les dettes doivent être remboursées etc.

Ces mythes sont constitutifs du système et de la confiance que les gens lui accordent? Pourquoi les saboteraient-ont?

L'économiste **Thomas Piketty**, créateur de certaines des propositions les plus absurdes adoptées par l'extrême gauche, a publié un article dans lequel il demande une annulation de la dette publique entre les mains de la Banque centrale européenne «en échange de plus d'investissements publics»... investissements publics qui, soit dit en passant, seraient payés par encore plus d'émission de dette publique.

Fascinant.

Le drame de gens comme **Piketty**, c'est qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent, ils sont dans leurs livres, glosent, mais n'ont aucune conscience des réalités. Ils sont dans l'unilatéralisme. Ils ne savent pas ce qu'il y a derrière les mots. Je l'avais déjà remarqué dans les fameux écrits de Piketty sur les inégalités, il n'avait rien compris au système capitaliste.

Le système dans lequel nous vivons est articulé autour d'un invariant: la solvabilité des gouvernements et singulièrement ceux des monnaies de réserves. Cet invariant est central à savoir que jamais il ne faut le remettre en question. Pourquoi? Parce que les dettes des gouvernements servent de pierre angulaire au système monétaire et bancaire. Les dettes des gouvernements sont sacrées: c'est un mythe mais il faut s'y tenir.

Si nos systèmes sont régulables c'est parce que l'outil de cette régulation existe et qu'il est souverain, cet outil c'est la dette des états, la dette souveraine, la dette des gouvernements.

Ici l'erreur est de demander une annulation volontaire de **la dette publique** a des institutions qui précisément vivent du maintien de la fiction que les dettes publiques qui servent de garant au système sont aussi bonnes que

l'or et donc qu'elles sont remboursables quoi qu'il advienne. Il faut que la croyance dure, que l'on y croit dur comme fer : **elles seront un jour honorées.**

Comment peut-on être stupide à ce point? Le système de ces gens, les banquiers centraux et les politiciens de l'establishment vivent et survivent grâce à un mythe et on leur demande de le détruire ! C'est comme si on leur demandait de se faire hara kiri. Castrez-vous les gars rendez-vous impuissants!

Les dettes souveraines ne seront jamais honorées, on n'arrive déjà plus à en payer les intérêts; et pour s'en convaincre il suffit d'observer la situation; le maintien de la solvabilité des gouvernements n'est obtenu, en apparence, que par les taux zéro et taux négatifs. C'est à dire que l'on a ôté à ces dettes... le statut de dettes, elles ne produisent/coûtent plus rien. Ce sont des dettes Canada Dry, elles ont l'air de dettes, on les appelle des dettes, mais elles n'ont pas les vraies caractéristiques de la dette; tout comme le Canada Dry ne contient pas d'alcool, elles, elles ne produisent pas d'intérêt.

Mais formellement, facialement, nominalement on maintient l'illusion, ce sont des dettes.

Écoutons la réponse officielle de la BCE en la personne de Luis de Guindos.

Luís de Guindos, vice-président de la BCE, a réglé la controverse par deux affirmations :

«**L'annulation de la dette (dans le bilan de la BCE) est** illégale et elle n'a pas non plus de sens économique», expliquait-il à Reuters le 4 février 2020.

La première partie est évidente. Elle est interdite par les statuts de la Banque centrale européenne.

Daniel Lacalle explique ici le manque de sens économique auquel fait allusion de Guindos.

L'annulation d'une dette est la preuve de l'insolvabilité de l'émetteur. Si, comme le répète Piketty, la solvabilité et la crédibilité du crédit de la zone euro ne sont pas en jeu, alors pourquoi demander une annulation?

Si, en plus, comme le soutiennent Piketty et d'autres défenseurs de l'endettement massif de l'État, les déficits ne sont pas un problème et si l'augmentation de la dette n'est pas une préoccupation car elle crée des réserves, alors pourquoi l'annuler?

N'oublions pas que bon nombre des partis politiques qui ont adopté l'idée de Piketty en Europe, Podemos, Syriza et d'autres partis radicaux européens, ont déposé une proposition de sortie de l'euro en 2016 qu'ils n'ont par la suite jamais éliminée ou rejetée.

Les députés de Podemos ont présenté une résolution à Strasbourg pour que l'Union européenne prépare les mécanismes de «dissolution ordonnée de l'euro». Ils ont également proposé de mettre en place «les mécanismes qui permettraient à un pays intégré dans la monnaie unique de l'abandonner pour adopter une autre monnaie».

Donc, fondamentalement, les partis radicaux en Europe exigent que la BCE annule leur dette et en imprime davantage tout en gardant la possibilité de quitter l'euro.

Appelez ça vouloir le beurre et l'argent du beurre <et la boîte à beurre>.

La plupart des États de la zone euro se financent aujourd'hui à des taux négatifs ou à des rendements extrêmement bas. Ce serait une erreur de penser que ces faibles taux d'intérêt sont la conséquence d'une bonne politique budgétaire de leur gouvernement. Si la zone euro a des taux d'intérêt bas et des rendements faibles, c'est parce que ce sont les contribuables européens qui la maintiennent solvable.

En fait, c'est surtout grâce à la solvabilité financière de l'Allemagne. C'est l'Allemagne qui inspire confiance par ses excédents et son orthodoxie de gestion.

Les contribuables européens et l'économie allemande soutiennent la crédibilité de l'euro en tant que monnaie et, grâce à cela, la BCE peut mener des politiques expansionnistes.

En pratique c'est la crédibilité de l'Allemagne qui est mise à contribution et la parole de Merkel qui a toujours voulu préserver l'œuvre de son maître, Helmut Kohl. L'actif du bilan de la BCE, constitué par les dettes souveraines est une sorte d'euroBond, c'est une mutualisation qui ne veut pas dire son nom, mutualisation obtenue sur le dos des allemands.

Une obligation en euros est un actif attrayant pour de nombreux investisseurs dans le monde uniquement parce qu'elle est censée présenter le risque le plus faible. L'ouverture de la boîte de Pandore des annulations signifie que son statut d'actif sûr et sans risque <est compromis>.

Ce que nous lisons dans la colonne de Piketty sont les arguments populistes fallacieux typiques.

Les allègements de dette et les défauts de paiement existent, bien sûr: ils sont la preuve de l'insolvabilité d'un émetteur. **Ce qui n'existe pas, c'est un allègement de la dette pour dépenser plus** et s'endetter encore plus, or c'est précisément ce qu'ils proposent, ce qui conduit à une monétisation constante et à des annulations en chaîne qui finissent par miner la solidité de l'euro. Ce que demande Piketty, en dernière analyse c'est la monétisation directe par la BCE de toutes les dépenses publiques sans limites ni différenciation. **Autrement dit, il veut copier l'Argentine.**

Ni les États-Unis, ni le Japon, ni le Royaume-Uni ne pensent à de telles absurdités. Parce qu'ils savent qu'ils perdraient leur statut de réserve mondiale.

La Banque centrale européenne a déjà acheté 100% des émissions nettes de la plupart des États membres de la zone euro et environ 30% de l'encours de leur dette. Avec quoi la BCE l'a-t-elle achetée? Avec la solvabilité des agents économiques de toute la zone euro. Ceci est essentiel pour comprendre pourquoi la dette n'est pas une simple note comptable et que la BCE ne peut pas l'annuler à volonté.

La Banque centrale européenne peut emprunter grâce à la force de l'épargne et de l'économie des pays membres de la zone euro.

Lorsque la BCE achète des obligations souveraines de la zone euro, pour la banque centrale, notre dette est un actif de qualité maximale et à faible risque qui a de la valeur si les États membres respectent leurs engagements de crédit et sont des débiteurs fiables. Si la BCE retirait cette dette de son bilan, elle détruirait ses actifs et, avec elle, la confiance en sa viabilité ainsi que sa capacité à rester une banque centrale de premier plan.

L'annulation de la dette souveraine détenue par la BCE détruirait sa position mondiale en tant que prêteur et garant de dernier recours, car cela montrerait aux investisseurs mondiaux que ses actifs (la dette des pays qu'elle a achetés) ne sont pas de haute qualité et à faible risque, mais indésirable et insolvable.

N'importe quel investisseur peut comprendre que ce qui semble «unique» maintenant se reproduira à l'avenir, surtout à en juger par les politiques de déficit massif que les partis qui suivent Piketty réclament

Le lecteur peut nous dire que la Grèce a obtenu un allègement de sa dette. C'est vrai, mais en échange de quoi? En échange d'un vaste programme énergétique de réformes et de coupes budgétaires qui ramènerait le pays à un excédent primaire dans un court laps de temps.

Des restructurations de dette existent, bien sûr, ce qui n'existe pas, ce sont des restructurations de dette en échange de dépenses supplémentaires et de plus d'emprunts.

En tout cas, une réduction des dettes ne résout rien si les déficits annuels continuent de se creuser, problème que ni Piketty ni les partis qui défendent ses théories n'entendent résoudre, bien au contraire. Dans quelques années, l'endettement du pays redeviendrait au même niveau car il accumulerait des déficits structurels plus élevés.

La dette n'est pas un nombre, c'est un contrat d'engagement dont la valeur est maintenue car la garantie et la fiabilité de l'émetteur sont assurées. La dette, qui est un actif du bilan de la BCE, maintient la stabilité et la solvabilité de l'euro en tant que monnaie car l'engagement des États membres à le rembourser n'est pas remis en question. Une fois qu'ils rompraient cet engagement, l'euro, et avec lui la capacité de financement de notre économie, disparaîtrait en peu de temps.

▲ RETOUR ▲

.Éditorial: le système de la dette est le système du mensonge et de lâcheté institutionnalisés.

Bruno Bertez 12 février 2021



La question de la dette souveraine est au centre du Système.

Elle est dissimulée, enfouie sous un monceau de considérations plus ou moins techniques, financières et monétaires.

Il est évident que ce fatras de considérations n'a qu'une utilité objective: dissimuler les vraies questions que les peuples devraient se poser, éluder les vrais débats.

Ces derniers jours on a vu une émergence de débat ou plutôt de faux débat sous la forme de la demande d'annulation de la dette souveraine détenue par la banque centrale européenne, la BCE.

Les pseudos gauches demandent l'annulation de la dette monétisée par la BCE afin ... de pouvoir en émettre plus. Ah les braves gens!

Passons sur l'ineptie qui consiste à demander l'annulation de la dette pour en émettre plus et sur l'imbécillité qui consiste à affirmer qu'il y a trop de dettes et qu'il faut l'annuler pour en émettre encore plus, ce sont des détails. On met en avant l'insolvabilité pour annuler la dette, mais on compte sur la solvabilité pour en demander plus.

Posons la vraie question: comment peut-on prétendre être dans l'opposition politique et vouloir perpétuer le recours à la dette alors que la dette, c'est précisément ce qui permet au gouvernement en place de tenir. Sans la possibilité de toujours recourir à la dette, sans le mensonge de la dette, il y a longtemps que nous serions débarrassés de Macron!

C'est à cause et grâce à la dette que Macron tient!

La dette, les dettes et surtout les dettes souveraines sont un fait social. Un fait politique, un fait géopolitique. La dette est au centre de la post modernité faustienne. Tout comme la négation de notre dette héritée du passé et de nos ancêtres est au centre de notre névrose.

La dette, le recours à la dette, ou le recours à la planche à billets digitale ou autre, tout cela , toute cette panoplie constitue des outils des pouvoirs en place pour se maintenir. Le recours à la dette est le moyen -scélérat, illusoire et temporaire- de résoudre les contradictions et de nier les antagonismes.

La fonction de la dette n'est pas de préparer l'avenir comme on cherche à nous le faire croire, elle est de faire durer le présent précisément en obérant, en détruisant le futur. Faire des dettes c'est refuser de faire maintenant ce que l'on devrait faire, c'est tergiverser, c'est tromper.

Ainsi cela fait des dizaines d'années que la France et les autres systèmes européens dits du Sud distribuent des avantages sociaux à leurs peuples pour les faire tenir tranquilles, à crédit.

La dette des pays du sud, c'est cela, c'est la sociale-démocratie à crédit. Y compris pour les promesses de retraites et de soins de santé. La spécificité Française et Italienne, c'est cela: la dette!

On distribue sans avoir gagné ou prélevé, on verra plus tard.

La dette c'est le mensonge du lâche et du court-termiste obsédé par le présentisme. La dette c'est la dictature du présent sur l'avenir. Son boulet.

La dette sert à éviter les décisions difficiles, les choix de priorités, les choix d'affectations des ressources rares. Le recours systémique à la dette c'est la transposition au plan politique et social du refus de l'Oedipe, du refus de nos limites, de notre humanité; la dette a à voir avec la transgression et même avec la transgression qui est en vitrine en ce moment, la transgression sexuelle. Le tout pour le plaisir, la jouissance sans limite. Surtout quand ce sont les autres qui paient ou qui sont détruits.

Le principe est toujours de faire croire aux miracles, au « free lunches », aux super pouvoirs, aux pouvoirs magiques des gouvernants afin de tromper les peuples et ainsi conserver le pouvoir.

La dette sert à repousser les limites et surtout à donner l'illusion criminelle qu'il n'y en a pas.

En ce sens la dette est le moyen privilégié d'infantiliser les peuples, de les faire vivre dans l'Imaginaire de la toute-puissance infantile, c'est le monde de l'enfant-roi, si moderne!

C'est particulièrement vrai en cette période. Les politiciens sont impuissants face à la pandémie, mais ils gesticulent à coups de trillions qu'ils n'ont pas et grâce à cette gesticulation, ils s'auréolent.

Ils imposent des pseudos solutions autoritaires; l'argent qu'ils n'ont pas leur confère la légitimité pour imposer des pseudos remèdes.

Qui paie commande, qui paie s'octroie le droit de commander ... même si il ne paie rien en réalité.

Tout se passe comme si l'illusion du miracle de la multiplication de l'argent était transférée et dégoulinait sur leur compétence face au virus. Ils pratiquent le chantage implicite. La possibilité de multiplier le pognon agit comme une sorte de sacralisation de la fonction politique : puisqu'ils peuvent distribuer l'argent ils peuvent nous commander, nous guider, nous sauver.

Hélas rien n'est plus faux. L'efficacité a à voir avec la Vérité et la rigueur, pas avec le mensonge et les facilités de la dette.

▲ RETOUR ▲



.Une erreur à 1 900 Mds\$

rédigé par [Bruno Bertez](#) 12 février 2021

Déverser des milliards de dollars dans l'économie réelle, c'est bien... mais s'assurer que ce soit utile et ne commence pas, au contraire, à nuire au but recherché, c'est mieux.



Le plan de relance Biden – dont nous avons déjà discuté [ici](#) et [là](#) – est bien plus considérable que le plan Obama de 2009. Même l'économiste Larry Summers, éminence keynésienne, s'en inquiète.

Et alors que les arguments pour apporter un soulagement aux personnes touchées par les retombées économiques de la pandémie, investir dans le contrôle du virus et soutenir la demande des consommateurs sont convaincants, une grande partie de la discussion politique n'a pas pleinement tenu compte de l'ampleur de ce qui est débattu.

La comparaison entre la relance de 2009 et celle qui est actuellement proposée est instructive. En 2009, l'écart entre la production potentielle réelle et estimée était d'environ 80 Mds\$ par mois. Les mesures de relance de 2009 ont fourni un supplément de 30 à 40 Mds\$ par mois en 2009 – un montant égal à environ la moitié du déficit de production.

En revanche, les récentes estimations de l'Office du budget US suggèrent qu'avec le paquet de 900 Mds\$ déjà adopté – mais sans aucune nouvelle relance – l'écart entre la production réelle et potentielle diminuera d'environ 50 Mds\$ par mois au début de l'année à 20 Mds\$ par mois à sa fin.

Le plan de relance proposé par Biden totalisera environ 150 Mds\$ par mois, avant même d'envisager des mesures de suivi. C'est au moins trois fois la taille du déficit de production.

En d'autres termes, alors que le stimulus d'Obama était environ deux fois moins important que le déficit de production, le stimulus proposé par Biden est trois fois plus grand que le déficit projeté. Par rapport à la taille de l'écart à combler, il est six fois plus grand.

Les conditions actuelles sont très différentes

Premièrement, le chômage est en baisse, plutôt que de monter en flèche comme c'était le cas en 2009, et l'économie ne tardera probablement pas à recevoir un coup de pouce majeur à mesure que l'épidémie de Covid-19 est peu à peu contrôlée.

Deuxièmement, les conditions monétaires sont aujourd'hui beaucoup plus souples qu'en 2009, compte tenu des [politiques extraordinaires de la Réserve fédérale](#), de l'essor des marchés boursiers et des obligations d'entreprises et de la faiblesse du dollar.

Troisièmement, il est probable que la demande se renforcera davantage, car les consommateurs dépenseront une partie des 1 500 Mds\$ de dollars qu'ils ont accumulés l'année dernière, la pandémie ayant réduit leur capacité de dépenser et comme promis de nouvelles mesures fiscales sont prises.

L'examen des déficits incrémentiels par rapport aux écarts de PIB n'est qu'une façon d'évaluer l'ampleur d'un programme budgétaire.

Une autre consiste à examiner les pertes de revenu des ménages et à les comparer aux augmentations de prestations et aux crédits d'impôt.

Augmentation de salaire

Les revenus salariaux aux Etats-Unis sont maintenant inférieurs d'environ 30 Mds\$ par mois aux prévisions pré-Covid-19, et cet écart diminuera probablement en 2021. Pourtant, l'augmentation des paiements de prestations et des crédits d'impôt en 2021 avec les mesures de relance proposées s'élèverait à environ 150 Mds\$ – un ratio de 5 pour 1.

Le ratio est probablement encore plus élevé pour les personnes et les familles à faible revenu, étant donné le ciblage des mesures de relance.

En temps normal, une famille de quatre personnes avec un revenu avant impôts de 1 000 \$ par semaine gagnerait environ 22 000 \$ au cours des six prochains mois.

Selon la proposition Biden, si le soutien de famille était mis à pied, le revenu de la famille au cours des six prochains mois [dépasserait probablement 30 000 \\$](#) en raison de l'assurance-chômage ordinaire, des prestations spéciales d'assurance-chômage de 400 \$ par semaine et des crédits d'impôts.

Jugé par rapport à l'écart de production macroéconomique ou à la baisse des revenus familiaux, le plan de secours proposé pour le Covid-19 semble très important. C'est un euphémisme.

Deux problèmes graves

Face à un programme aussi massif, les décideurs doivent s'assurer qu'ils ont des plans en place pour résoudre deux problèmes graves.

Premièrement, bien qu'il existe d'énormes incertitudes, il est possible que ces mesures de relance macroéconomique plus proche des niveaux de la Deuxième guerre mondiale que des niveaux normaux de

récession déclenchent des pressions inflationnistes d'un type que nous n'avons pas vu depuis une génération, avec des conséquences sur la valeur du dollar et la stabilité financière.

Ce sera gérable si la politique monétaire et budgétaire peut être rapidement ajustée pour résoudre le problème. Mais compte tenu des engagements pris par la Fed, du rejet par les responsables de l'administration de la possibilité même de l'inflation et des difficultés à mobiliser le soutien du Congrès pour des augmentations fiscales ou des réductions de dépenses, **il existe un risque que les anticipations d'inflation augmentent brusquement.**

Deuxièmement, bien avant le Covid-19, l'économie américaine était confrontée à des problèmes fondamentaux d'injustice économique, de croissance lente et d'investissement public inadéquat partout, des infrastructures à l'éducation préscolaire en passant par les énergies renouvelables. Celles-ci sont au cœur de la volonté de Biden de mieux reconstruire.

Si la proposition de relance est adoptée, le Congrès aura engagé 15% du PIB sans que soient mis en place les moyens de résoudre les problèmes fondamentaux de l'économie.

▲ RETOUR ▲

.Le gouvernement fédéral fait de son mieux pour éviter l'inévitable

Bill Bonner | 11 février 2021 | Journal de Bill Bonner



Lorsque les campagnes politiques sont financées par des sociétés, des syndicats et des organismes à but non lucratif, l'avenir est exclu.

- George Gilder

RANCHO SANTANA, NICARAGUA - Aujourd'hui, poussés par George Gilder... nous relions quelques gros points.

Mais d'abord, les nouvelles...

Le marché boursier américain - représenté par l'indice Wilshire 5000, qui suit la valeur marchande de toutes les actions américaines activement négociées aux États-Unis - est désormais "*hors normes*".

En pourcentage du PIB, les actions ont atteint près de 200 % - un record historique.

Et il n'y a pas que les grands noms. L'indice Russell 2000 - qui suit les 2 000 plus petites actions de l'indice Russell 3000 - a gagné plus de 50 % depuis novembre.

Et ce, malgré le fait que quatre entreprises sur dix perdent de l'argent.

Et il y a le pauvre Gabe Plotkin de Melvin Capital Management. Il a gagné près de 850 millions de dollars en 2020. Mais ensuite, il s'est fait prendre dans le brouhaha du GameStop et a perdu 460 millions de dollars. Ça va, ça vient, ça va, ça vient, non ?

Un titre choquant

Hé ho...WT...

Eh bien, en voici une pour le livre des records. Une vraie BULLE, certifiée, sans aucun doute.

Et comme nous le savons, parce que nous ne sommes pas nés de la dernière pluie, toutes les bulles ont éclaté. Elles ne s'étendent pas à l'infini... ou pour toujours. Elles se gonflent... et puis quelque chose vient les piquer. Et BOOM ! C'est fini.

Stephanie Pomboy de MacroMavens a été interviewée hier sur Fox News. Elle dit que le ratio habituel entre le PIB et la capitalisation boursière est d'environ 80%.

Autrement dit, les actions ne devraient valoir que 80 % du PIB, et non 195 %, comme c'est le cas actuellement.

Pour revenir à leur place, le marché boursier devra diminuer de moitié.

Cela, pense-t-elle, pourrait se produire bientôt... à mesure que les tendances inflationnistes dont nous parlons ici dans le Journal ces derniers jours se précisent.

"Il faudrait des augmentations relativement modestes de l'indice mensuel des prix à la consommation (IPC) pour que nous puissions atteindre ou dépasser 4 % en glissement annuel d'ici mai. Ce titre va choquer beaucoup de gens sur les marchés", prévient-elle.

C'est peut-être l'épingle que cette queue d'âne attend. Elle pourrait provoquer une panique de vente... suivie, bien sûr, d'une panique d'impression de monnaie.

On verra bien...

Le rôle réel du gouvernement

En attendant, nous reviendrons sur notre thème d'aujourd'hui en soulignant qu'un crash boursier n'est en fait pas une mauvaise chose. Les choses qui se dégradent doivent d'une manière ou d'une autre revenir à la normale. Peu importe que les cours des actions soient bas ou élevés... seul compte le fait qu'ils soient vrais.

Et comme l'a fait remarquer Scarlett O'Hara, c'est à cela que sert le lendemain. Qu'on le veuille ou non, il arrive toujours... à peu près à la même heure chaque jour.

Mais il faut laisser l'avenir - avec toutes ses innovations, ses évolutions et ses surprises - se réaliser.

C'est là que le gouvernement entre en jeu – et c'est son vrai rôle.

Qu'il soit contrôlé par les républicains ou les démocrates, il agit au nom de la super-élite - ceux qui ont le plus à perdre - pour empêcher l'avenir de se produire.

Comme un dictateur vieillissant qui met ses rivaux en prison, le seul avenir que l'élite tolérera est celui qui leur

laissera la richesse et la puissance...

Tout le reste doit être retardé... déformé... et déraillé.

C'est pourquoi les presses d'imprimerie sont si chaudes. Souvenez-vous, c'est "Gonflez ou mourez". Soit ils continuent à financer les plans des fédéraux - y compris la bulle de Wall Street - avec l'argent des presses à imprimer... soit ils admettent la vérité.

"Hé, regardez", pourrait commencer le président Biden, interrompant le dernier épisode de "I Hate Suzie" par une annonce urgente. *"Nous avons fait des erreurs. Nous avons trop dépensé. Nous avons trop emprunté. Nous avons trop imprimé. Eh bien... on va devoir mordre maintenant..."*

À peu près à ce moment-là, l'écran de télévision serait probablement vide. Peut-être après un bruit d'éclatement... ou une pluie de gouttes rouges sur l'écran. Parce qu'il n'y a aucune chance que le pouvoir en place le tolère.

Subir le futur ? *Que sera sera* ? Aucune chance.

Un avenir effrayant

"L'avenir est effrayant", disent-ils aux électeurs. " Il y a des terroristes dehors ! Des virus ! Des taux hypothécaires plus élevés !

"La planète se réchauffe ! Les Mexicains nous envahissent ! Les Russes nous volent nos élections ! Les Chinois nous volent nos richesses ! Un crash boursier ! Une dépression ! Un coup d'État !

"L'avenir" ? Vous n'allez pas aimer ça.

"Mais ne vous inquiétez pas. On va lui faire la guerre. Nous vous donnerons une meilleure version de demain."

Il est vrai, bien sûr, qu'il y aura des choses sur l'avenir que nous n'aimerons pas. Et s'ils ramènent les statues des Confédérés ? Et si Jeff Bezos s'enrichit encore plus ? Ou si les drogues sont légalisées ? Ou si Joe Biden se met à fumer ! Et si les actions s'effondrent et que les taux d'intérêt augmentent ? Oh s'il vous plaît... personne ne fera quelque chose pour arrêter ça !

Oh... et d'ailleurs, nous devons tous mourir. C'est aussi dans le futur... garanti.

Et Dieu merci ! Quel monde ce serait si le temps se figeait. Nous ne pouvons pas l'imaginer, car c'est inimaginable.

Le changement... la mort... la montée et la chute des empires... le va-et-vient de la gloire et de la fortune... la construction et la démolition... le déblaiement d'hier pour faire place à demain.

(Dans ce sens Amor Fati - l'amour du destin -, COVID-19 - qui semble viser les vieux et les faibles - pourrait être considéré comme une aide pour l'avenir... et non comme une menace pour lui).

Oui, cher lecteur, les fortunes seront aussi bien perdues que faites. L'ancien argent cédera la place à l'argent neuf, tout comme l'ancienne richesse foncière de l'ère agraire a cédé la place aux nouvelles fortunes de l'ère industrielle... qui ont ensuite perdu du terrain au profit des milliardaires de Wall Street et de la Silicon Valley.

Detroit, la ville américaine la plus riche en 1955, est maintenant un dépotoir. Et l'homme le plus riche du monde en 1955 est maintenant mort.

Gardez la bulle

Les excès doivent être éliminés. Les vieux doivent être déposés dans leurs tombes. Les erreurs doivent être corrigées.

L'argent passe... des vieux aux jeunes... des mains faibles aux mains fortes.

La vanité... la paresse... l'orgueil... et la méchanceté sont punis. Le diable réclame ses pécheurs. Le ciel trouve les siens.

Mais l'administration Biden se dresse contre cet avenir... lourdement armée... soutenue par l'argent du copinage... et par l'ensemble de l'élite de l'establishment... Le New York Times, le Washington Post, le Swamp, le complexe militaire/industriel/prisonnier/étudiant...

...alignés ensemble... une phalange du grand et du bon... inarrêtable... inébranlable...

Tout cela pour protéger notre démocratie sacrée... pour garder la bulle... pour maintenir le bourdonnement des presses à imprimer... et pour empêcher l'avenir d'apporter des changements qu'ils n'aiment pas.

Mais peuvent-ils vraiment produire un meilleur futur ?

▲ RETOUR ▲

Les gains sont irréels, mais les pertes sont réelles

Charles Hugh Smith Jeudi 11 février 2021



Source: "The Road Runner and Wile E. Coyote," celluloid painting by Chuck Jones, 1950

Pourquoi vendre alors que des gains supplémentaires sont garantis ? Parce que les gains sont irréels, mais les pertes sont réelles.

Lorsque les marchés s'envolent et que votre portefeuille monte en flèche, les gains semblent irréels. Ai-je vraiment gagné autant en un jour, une semaine, un mois ? Ouah ! Les gains étant plus élevés à chaque fois que vous regardez, il serait insensé de vendre parce que regardez le flot de rapports médiatiques sur les "années folles" qui sont prédites avec une telle certitude que c'est essentiellement garanti, la reflation qui soulève tous les bateaux dans le monde, la Réserve fédérale qui imprime des trillions pour gonfler encore le marché, et les millions de nouveaux traders qui récoltent des gains fantastiques.

Pourquoi quelqu'un serait-il assez idiot pour vendre alors que le marché haussier ne fait que commencer ? En effet. Bien sûr, vous avez vendu pour enregistrer ces gains farfelus dans une ou deux frénésies spéculatives,

mais vous avez tout de suite racheté pour saisir la prochaine fusée de rappel plus haut.

Il n'y a qu'une chose plus douloureuse que de voir le marché continuer à monter après avoir vendu : c'est de s'accrocher à l'inévitable rebond et de perdre tout votre profit.

Il n'y a qu'une chose plus douloureuse que de s'accrocher à l'inévitable rebond et de perdre la totalité de ses bénéfices : c'est de continuer à tenir parce que vous êtes tellement sûr que le marché va rebondir que vous perdez une grande partie ou la plupart de votre capital.

Il n'y a qu'une seule chose plus douloureuse que de refuser d'accepter vos pertes et de vous accrocher jusqu'à ce que vous ayez perdu tout votre capital : c'est de réaliser que vous devez encore au gouvernement une somme énorme pour les plus-values que vous avez récoltées en montant mais que vous n'avez plus l'argent pour payer.

Pourquoi vendre alors que de nouvelles plus-values sont garanties ? Parce que les gains sont irréels, mais les pertes sont réelles. Autrement dit, les gains ne vous appartiennent pas vraiment tant que vous ne les avez pas vendus et empochés en espèces. (Le mieux est de payer vos impôts estimés le lendemain de la comptabilisation des gains, car un tiers de ces gains ne sont pas vraiment à vous, ils appartiennent au gouvernement).

Les gains sont irréels, mais les pertes sont réelles.

▲ RETOUR ▲